



HAL
open science

Exclus de la politique? Diversité des attitudes politiques dans la cité des "4000" logements de La Courneuve

Sophie Duchesne, Florence Haegel, François Platone, Henri Rey

► To cite this version:

Sophie Duchesne, Florence Haegel, François Platone, Henri Rey. Exclus de la politique? Diversité des attitudes politiques dans la cité des "4000" logements de La Courneuve. En marge de la ville, au cœur de la société. Ces quartiers dont on parle, Ed. de l'Aube, pp.77-112, 1997, 9782876783850. hal-00973128

HAL Id: hal-00973128

<https://sciencespo.hal.science/hal-00973128>

Submitted on 22 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EXCLUS DE LA POLITIQUE?

DIVERSITE DES ATTITUDES POLITIQUES

DANS LA CITE DES « 4000 » LOGEMENTS DE LA COURNEUVE.

Sophie Duchesne (CEVIPOF / CNRS)

Florence Haegel (CEVIPOF / FNSP)

François Platone (CEVIPOF / CNRS)

Henri Rey (CEVIPOF / FNSP)

10 rue de la Chaise, 75007 Paris.

Version finale avant travail de l'éditeur du texte paru dans « Diversité des attitudes politiques dans une cité de banlieue », in *En marge de la ville, au cœur de la société*, Ces quartiers dont on parle, France, Editions de l'Aube, 1997, p. 77-112

04/07/2011

Contrairement à certains discours tenus à propos des habitants des grands ensembles, notre enquête, parce qu'elle repose sur une acception large et non institutionnelle du politique, tend à conclure à la diversité des attitudes politiques de la population résidant dans la cité « des 4000 Logements » de La Courneuve. Cette diversité s'observe tant sur les modalités de l'expression politique, que sur les logiques qui président aux orientations et aux choix politiques.

Le discours tenu sur les quartiers de grands ensembles des banlieues françaises, et particulièrement à propos des plus médiatisés d'entre eux, repose sur des assimilations rapides. Il tend d'abord à réduire ces quartiers à une population spécifique, marquée par la pauvreté, le chômage, voire l'origine ethnique. Sans négliger la place occupée, dans un grand ensemble de ce type, par les personnes défavorisées, et même en considérant que, dans leur ensemble, les habitants appartiennent pour l'essentiel aux milieux dits "populaires", notre recherche prend

acte, dès l'origine, de la relative hétérogénéité de la population résidente. Le postulat de départ est ainsi que seule la prise en compte de la diversité des situations sociales permet de saisir la complexité et la spécificité locales et que l'étude des populations en situation de précarité ne peut faire l'économie de la comparaison avec d'autres groupes de résidents. Aussi les personnes interrogées ont-elles été choisies de façon à rendre compte de cette diversité.

Cette recherche vise à étudier le rapport au politique - entendu au sens large - d'une population définie par son lieu de résidence: la « Cité des 4000 Logements » de La Courneuve. Un de ses axes d'interrogation est de repérer ce qui, dans les comportements observés sur le site, est imputable à la cité en tant que telle, ou réductible aux caractéristiques de la population qui y vit. Il s'agit d'essayer de voir si les conditions particulières d'existence dans un grand ensemble comme celui des « 4000 » tendent à homogénéiser les systèmes de représentations des personnes, venues d'horizons divers, qui y résident, de telle sorte que se dessinent, à la longue, certaines significations partagées qui formeraient l'embryon d'une « culture » particulière, celle des cités, des banlieues. Celle-ci donnerait naissance à une forme de rapport au politique marquée par la distance ou l'exclusion. A ce stade de la recherche¹, nous ne pourrions que souligner ce qui, dans les caractéristiques du rapport au politique des habitants de la cité, nous paraît pouvoir être imputé, en partie, à leur résidence.

La démarche adoptée repose notamment sur l'hypothèse suivante: le rapport que les habitants de la cité entretiennent avec la société et plus particulièrement avec le système politique, au niveau des représentations comme des comportements, ne peut s'appréhender sous le terme unifiant et réducteur d'exclusion. En effet, les quartiers de ce type sont souvent assimilés à des lieux d'exclusion, exclusion sociale mais aussi politique, dont la politique serait absente ou rejetée. Or le site qui définit la population étudiée se caractérise de façon multiple, et notamment par: son statut de grand ensemble, sa localisation dans l'ancienne "banlieue rouge" de Paris et le fait qu'il est, depuis près de dix ans, l'objet des nouvelles politiques urbaines. La population est donc soumise à des déterminations

¹ Il s'agit ici de "premiers résultats", correspondant à une analyse rapide de l'ensemble du corpus. Des analyses à venir mettront notamment l'accent sur les conséquences des modifications survenues dans les capacités d'encadrement du Parti communiste, et sur les formes de l'identité locale propre à la cité.

diverses, dont les effets peuvent se révéler cumulatifs aussi bien que concurrents. Ceci rend peu plausible le postulat d'homogénéité de « son » rapport au politique. Les entretiens ont donc été conçus de façon d'une part à laisser en partie l'interviewé structurer le champ de l'interrogation, d'autre part à faire apparaître des éléments constitutifs du rapport à la société, qu'il soient ou non qualifiés de politiques. L'analyse permet alors de rendre compte à la fois de ce que les personnes interrogées disent sur la société et son fonctionnement, dans un registre qu'elles ne qualifient pas toujours de politique, et de la façon dont elles prennent explicitement position face à des questions où la dimension politique est imposée. On peut ainsi observer les décalages éventuels entre la formation et l'expression d'opinions et de jugements sur le système social et la prise de position en matière politique, décalages dans lesquels se joue la question de l'accès au champ politique spécialisé et où réside peut-être l'éventuelle spécificité du rapport au politique des habitants de la « cité des 4000 logements » de La Courneuve.

Le présent article est l'analyse de 55 entretiens réalisés avec des habitants de la cité des "4000 Logements" de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) entre décembre 1994 et mai 1995, dans la période précédant l'élection présidentielle. Les personnes interrogées ont été choisies à partir de l'échantillon de personnes qui, après avoir rempli le questionnaire administré sur le site par l'INSEE, ont accepté le principe d'un second entretien avec un chercheur. Six groupes d'interviewés potentiels ont alors été sélectionnés, afin de diversifier la population interrogée: des "anciens", résidant aux "4000" depuis plus de 18 ans; des "nouveaux", arrivés depuis 1989; des "travailleurs", constitués de couples dans lesquels les deux personnes travaillent; des "assistés", choisis dans des foyers où personne n'a d'emploi et qui vivent exclusivement de l'aide sociale; des "étudiants", jeunes de 18 à 25 ans poursuivant des études supérieures; des "galériens", jeunes de 18 à 25 ans n'ayant aucune activité scolaire ni professionnelle déclarée. Les entretiens, d'une durée de une à trois heures, reposaient sur cinq consignes seulement (en dehors des questions signalétiques), que l'enquêteur s'efforçait d'introduire et d'accompagner de la façon la moins « directive » possible. Si l'ordre des consignes pouvait varier en fonction des thèmes abordés spontanément par l'interviewé, l'entretien devait commencer par la question suivante: « J'aimerais bien qu'on parle de la société dans laquelle nous vivons. Est-ce que vous voulez bien me dire comment vous vous sentez, vous, dans la société? » Plus tard, de préférence en fin d'entretien, l'enquêteur demandait: « Est-ce que vous voulez bien aussi qu'on parle de la politique? Qu'est-ce que ça représente pour vous, la politique? ». Figuraient aussi, parmi les consignes, la perception de l'avenir, les fréquentations de la personne interrogée, ainsi que les modalités de son installation dans la cité. Et les questions signalétiques se concluaient par une demande d'autopositionnement sur l'axe gauche-droite, et la présentation d'une liste de personnalités politiques à laquelle l'enquêté devait réagir en termes de proximité ou d'éloignement. Etant donné le nombre important de "filtres" qui ont présidé à la désignation des interviewés (tirage par l'INSEE, acceptation de l'enquête INSEE, puis du principe du second entretien, choix parmi les groupes, acceptation effective du second entretien), et bien que la représentativité statistique ne constitue par pour nous un objectif, du fait du caractère qualitatif de la démarche, nous avons procédé à une comparaison des réponses de notre échantillon à quelques questions posées par l'INSEE avec les réponses des 1000 personnes interrogées par l'INSEE sur le site: aucune différence majeure n'apparaît.

Cette première approche du rapport au politique des habitants « des 4000 » s'organise autour de deux thèmes: les modalités de l'expression politique et les facteurs qui entravent ou favorisent cette dernière; l'analyse et la restitution de la

complexité des orientations politiques, et notamment les logiques de formation des choix électoraux, dont l'observation est particulièrement intéressante dans une période marquée par la proximité des élections présidentielle et municipales².

I. « Dire son mot » sur la société: les modalités de l'expression politique.

Claude Grignon (Grignon, 1991) met en garde, à juste titre selon nous, contre deux « dérives » de la sociologie (et par extension, de la sociologie politique) du populaire: le point de vue "légitimiste", qui aborde la culture et les attitudes populaires dans un rapport de différence négative à l'égard de la culture dominante (focalisation sur l'abstention, l'apathie, l'incompétence) et le point de vue "populiste" qui valorise la culture ou les comportements populaires dans leur dimension de résistance à l'égard de la culture dominante (pratiques de luttes sociales, comportements collectifs non institutionnels...). Il s'agit de se situer entre ces deux écueils en cherchant quelles sont les logiques propres à des acteurs dont on postule que certains d'entre eux relèvent de culture(s) qu'on qualifiera simplement d'autre(s) que la culture dominante, ni sous-cultures, ni contre-cultures. Pour ce faire, il faut d'abord ne pas limiter l'analyse des représentations politiques des personnes interrogées aux objets couramment rassemblés sous le terme de « vie politique ». C'est-à-dire, prendre en compte les représentations ou les pratiques qui témoignent de la disposition des acteurs à identifier et mobiliser les ressources qui leur permettent de peser sur les événements ou les cadres qui déterminent leurs conditions d'existence. Il faut aussi être attentif aux logiques propres aux personnes interrogées, aussi surprenantes qu'elles puissent paraître au regard des logiques organisatrices du champ politique, et ce tant au stade de l'analyse qu'au moment du recueil des données.

Le corpus, du fait de la diversité des personnes interrogées et du mode de passation choisi - qui laisse aux enquêteurs une grande liberté dans la conduite de l'entretien -, est très hétérogène. Si la diversité des entretiens est plutôt gage de richesse, dans la mesure où elle rend bien compte de la diversité des attitudes des personnes interrogées, tant sur le plan de la relation avec l'enquêteur que sur celui

² L'enquête a été réalisée par les quatre signataires de ce chapitre, avec le concours d'Imane Hayef, enseignante-chercheuse à l'Université de Blida, et de Jean Ranger, directeur de recherche au CNRS

du rapport à la société, elle rend difficile la comparaison des entretiens entre eux. Aussi avons-nous choisi, pour « entrer » dans le corpus, une question qui prend en compte, intrinsèquement, la situation d'entretien. Il s'agit de cerner les logiques qui conduisent une personne à « dire son mot » en politique, c'est-à-dire à livrer à un enquêteur des idées, des opinions ou des préférences relatives au fonctionnement et/ou au gouvernement de la société.

Rareté de l'absence d'expression politique

On peut, analytiquement, distinguer différentes modalités d'expression politique. Au premier niveau, la personne interrogée ne considère pas nécessairement elle-même que ses propos sont d'ordre politique. Mais elle livre à l'enquêteur des considérations, des jugements sur ce qui se passe autour d'elle, sur le chômage, l'immigration, les conditions de vie dans la cité par exemple, qui, plus ou moins explicitement, portent en eux des notions d'arbitrage entre des groupes sociaux divers, l'idée qu'on pourrait, ou qu'on devrait, voire qu'il faut faire quelque chose³.

Rares, très rares, sont les personnes interrogées qui n'atteignent même pas ce premier mode d'expression politique, et qui n'envisagent pas que la réalité sociale qui sert de cadre à leur existence puisse être autre que ce qu'elle est, et soit l'enjeu de choix auxquels elles-mêmes ou des acteurs sociaux puissent contribuer. Ce n'est sans doute pas un hasard si les deux principaux exemples de cette attitude, faite de résignation, d'indifférence et de méconnaissance de la vie politique, sont donnés par deux jeunes femmes qui, littéralement, s'en remettent à Dieu pour ce qui touche à l'essentiel de leur vie. Elles ont en outre en commun une certaine extériorité -

(CEVIPOF). Les entretiens ont été transcrits par Vincent Guilluy. La première partie du texte a été écrite par S.Duchesne et F.Platone, la seconde par F.Haegel et H.Rey.

³ Jean Leca, dans son article « Le repérage du politique », identifie ainsi ce qui relève de la fonction politique: « Il [le politique] naît du fait qu'une société a besoin de vivre avec ses conflits en imposant à leur déroulement une limitation tirée de la nécessité d'assurer la cohésion globale. D'autre part la fonction politique apparaît dès qu'une solution est imposée (ou risque de l'être) de l'extérieur du groupe en conflit, par le recours à un principe d'arbitrage tiré de valeurs centrales dites valeurs « de cohésion » (ce que les juristes appellent les principes de légitimité) » (Leca, 1973). Jean Leca distingue ainsi trois modes de résolution des conflits: l'intégration (ou contrôle social) par le système de normes et de règles sociales partagées; la guerre, ou la solution violente; et le politique, ou l'arbitrage. On peut en ce sens considérer que tous ceux qui, en entretien, font allusion à des problèmes touchant certains groupes de la société en exprimant, ou en laissant entendre que la solution de ces problèmes concerne l'ensemble du corps social, ont un discours qui relève du politique.

assumée ou subie - à la société française métropolitaine. Leur univers de référence semble se situer aux Antilles pour l'une, en Algérie pour l'autre, dont elles sont respectivement originaires.

Karine, 19 ans, a grandi aux "4000" où elle est arrivée à l'âge de cinq ans, mais a cessé de fréquenter les jeunes de la cité depuis qu'elle travaille comme vendeuse dans une boulangerie de la proche banlieue nord. Elle manifeste à plusieurs reprises sa sensibilité au racisme ambiant, dont elle a elle-même été l'objet et dont elle envisage les limites qu'il peut apporter à sa vie professionnelle.

K: si je vais à Paris, dans le sec- dans des quartiers chics, je sais que là il y aura des mémés, des gens qui diront "Oh non. Ca, on en veut pas, une vendeuse noire!"

De moins en moins intégrée à la vie sociale d'un quartier qu'elle perçoit assez négativement, privée par ses horaires de travail de loisirs et de relations amicales et familiales, sujette à l'ennui, elle retournerait volontiers aux Antilles ("*C'était tellement bien là-bas.*") Mais surtout, son entretien se caractérise par une impression de détachement très forte, un fatalisme qui touche apparemment à toutes les dimensions de son existence: le travail, la sécurité, l'avenir, et même l'amour.

Q: Justement, j'aimerais bien qu'on parle un petit peu de votre avenir. Comment vous voyez votre avenir?

K: Ah! (rit). Si... tout va bien: Avoir mon foyer, mes enfants, mon mari. Continuer à travailler. Mais je pense que, d'ici l'année prochaine, c'est sûr que la boulangerie elle va fermer. Dans un an (Q: Oui.). Alors ce qui fait que je serai au chômage. Mais bon. Je vais chercher autre chose. J'ai l'intention de faire des stages... faire une formation, quelque chose. Moi l'avenir, faut pas trop... dire "Oui moi je vais faire ça, je vais faire ça". Parce qu'on ne sait jamais. Il peut nous arriver - bon. Faut pas que j'aie des pensées trop sataniques (Q rit). Mais, on sait jamais (rires). Peut-être que demain je vais, me faire renverser. Peut-être que on va me tirer une balle dans la tête; peut-être que - bon. On sait jamais. (...)

Q: Et vous savez déjà avec qui vous voulez vous marier? (rires).

K: Si tout va bien oui (rires). Si il change, si il veut plus de moi; il voudra plus de moi (rit, silence). Ah c'est marrant.

Ce fatalisme est à mettre en relation avec sa conversion récente (deux ans auparavant) et avec sa croyance en Dieu, proche de la superstition.

Q: Vous, vous avez peur?

K: Moi personnellement, non (Q: Non?). Non. Je me dis, si il m'arrive ça, il m'arrive ça, c'est Dieu qui l'aura voulu (Q: Mmm.). Ah oui. (rires). Maintenant, c'est comme ça. Si ça m'arrive c'est que, ça devait m'arriver. (...) C'est pas que je suis une fille heureuse. Tout le monde a des soucis, tout le monde a des problèmes. Mais je me suis - je me dis, que je crois en Dieu. Il y a un Dieu. Je prie tous les soirs. Qu'il y a un Saint-Esprit avec moi. Le Saint-Esprit est avec moi. Alors... il m'arrivera rien. Je me dis ça. Faut vraiment croire. Faut vraiment, avoir confiance, en ça. Bien sûr. Sinon - si tu dis "Wof! Dieu qu'est-ce que j'en ai à faire avec lui. Il y a pas de Dieu" alors là, c'est comme ça que ça va se - ça va arriver. Même si je vais pas à l'église, j'y crois (rires).

Le sentiment d'impuissance qui domine tout l'entretien de Karine se traduit sur le plan politique, comme sur tous les autres plans, par la conviction que ce qui se passe ne la concerne pas et ne dépend pas d'elle.

Q: Et est-ce que vous voulez bien aussi qu'on parle un tout petit peu de politique?

K: Ah la politique j'y connais rien du tout.

Q: Vous connaissez rien du tout? (R: Ah non.) Est-ce que ça - alors ça vous intéresse ou pas?

K: Oh non. Franchement non (rit), la politique... Moi j'entends toujours les gens dire, que, en train- comment dire? - en train de dire que ça les inquiète un peu. La droite la gauche, les trucs comme ça (rit). "Qu'est-ce qu'on va devenir?" Nanana... "Si (inaud.) il devient ministre - non - président" Nani nana. Moi non. (...) C'est normal aussi. Ils sont patrons, ceux qui s'inquiètent vraiment (rit). Tandis que moi... je me dis: Oh, ça les regarde eux si - comment dire - à la fin du mois ils récoltent pas comme avant, ça c'est eux. C'est pas de ma faute. (...) Moi je travaille parce que bon, on doit travailler. Je dois - comment dire - je dois faire ce que j'ai à faire quoi. Je regarde pas... je m'occupe pas trop des trucs des autres (Q: Mmm.). Si ça marche - je sais pas - c'est mieux - si ça marche, c'est bien. Pour eux (silence).

S'agissant de Farida, Algérienne de 32 ans, dont le mari, naturalisé français, est lui aussi d'origine algérienne, l'absence d'intégration à la société française est plus sensible puisqu'elle n'est en France que depuis trois ans, qu'elle ne maîtrise pas encore la langue (l'entretien s'est déroulé en arabe) et que son adaptation a été difficile. Comme Karine, elle n'a guère de fréquentations. Comme elle aussi, la référence à Dieu est très présente dans son propos:

F: Je n'ai personne que le bon Dieu. Je n'aime pas fréquenter, surtout dans ce quartier. (...) Mais ça va, je remercie Dieu. (...) Maintenant, je suis mieux qu'avant.

Son identité culturelle et sa religion se conjuguent dans le fait qu'elle travaille (en stage rémunéré) au Secours islamique. Elle ne parle guère, au cours de l'entretien, de la société française et, invitée à s'exprimer sur la politique, elle déclare ne s'y intéresser qu'en ce qui concerne l'Algérie (bien qu'elle affirme vivement son désir de ne plus retourner y vivre) - pour déplorer les événements dramatiques qui s'y déroulent - et se montre mal à l'aise lorsqu'elle est interrogée sur la gauche, la droite ou les partis politiques français.

Le politique "objectif", le politique "assumé", le politique "connecté": trois modes d'expression politique

Karine et Farida sont deux exemples des rares entretiens où le politique, même défini indépendamment du champ institutionnel, n'apparaît pratiquement jamais. Dans tous les autres, il suffit que la personne interrogée établisse, de façon plus ou moins explicite, un lien entre les aléas de sa propre existence et les

événements qui surviennent dans son environnement social, pour que soient exprimés des jugements portés sur l'évolution de la société. Ce type d'élargissement de la perspective est notamment provoqué par des événements biographiques liés aux effets de stigmatisation du quartier, aux difficultés d'accès à l'emploi et à la cohabitation entre personnes d'origines nationales différentes. Si les entretiens exempts de tout propos "objectivement" politique sont rares, il est en revanche beaucoup plus fréquent de lire des jugements portés sur le fonctionnement de la société, mais dont la portée politique ou polémique est niée, et qui s'accompagnent de déclarations fermes sur l'absence d'intérêt et, a fortiori, d'activité politique de la personne interrogée. C'est donc subjectivement que la personne interrogée donne à ses propos un caractère faiblement conflictuel, alors que l'enquêteur ou l'analyste les reçoit comme une prise de position d'ordre politique. Ainsi Georgette, veuve et retraitée (elle a 65 ans), accompagne chaque remarque qu'elle fait sur l'évolution de la cité et qui pourrait passer pour un reproche, d'une notation positive. Sa réserve est confirmée par son refus des questions politiques:

G: Ca fait trente ans que je suis là moi, voyez! Alors, du coup, les gens je savais dans tous les étages, parce que moi j'ai fait un remplacement de gardienne ici, (Q: Oui.) alors je connaissais tous les gens. Alors je disais telle personne a tel machin, c'est monsieur untel, madame untel, et tout. Mais maintenant je reconnais plus parce que les gens qui déménagent, c'est des gens étrangers alors, je connais pas- je connais plus les noms. Et les étrangers vous parlent pas comme nous on parle à n'importe qui. (Q: Oui?). Ah non, ils vous parlent pas! Mais autrement on peut pas se plaindre, on se voit dans la rue, on voit les gens dans la rue, on se parle, on se rencontre sur le trottoir quand je sors mon chien, des gens que je connais, puis beaucoup que je garde leurs clés des maisons, pour ramasser leur courrier, pendant qu'ils s'en vont en vacances parce que moi je pars jamais. (silence). Oui oui, c'est comme ça. (murmure) Qu'est-ce que vous voulez faire? Non mais ici c'est vrai, puis même, dans notre coin moi j'aimais bien le coin moi avant. C'est vrai. (Q: Mmm?). Maintenant quoi c'est malheureux parce que- (tousse) on nous a- il y a beaucoup de commerçants qui, qui sont plus- qui sont fermés quoi. (Q: Oui.). Mais enfin on est quand même bien desservi, on est quand même bien desservi!

G: (en fin d'entretien): Mais je trouve, question de politique, parce que il y en a beaucoup c'est des disputes question de politique. (Q: Oui.) On ne peut pas être d'accord si ça se trouve toutes les deux, vous êtes peut-être Chirac et puis moi j'en ai un autre ailleurs qui est pas de la même- alors vous si vous êtes pour Chirac vous allez pas être pour le mien, (Q: Oui et alors c'est pas grave.) Eh on va se tirer les cheveux toutes les deux.

Q: (amusée): Vous croyez que je vais vous tirer les cheveux si je ne suis pas de votre avis?

G (coupe): Eh qui sait! qui sait! qui sait! Non mais moi je vous dis question politique je suis pas une femme politique moi. Voyez.

La prise en charge du caractère proprement politique des propos tenus constitue la deuxième modalité d'expression politique, celle qu'on pourrait qualifier de "politique assumé". Elle correspond le plus souvent, au-delà de la mise en évidence des problèmes, à la prise en charge de leur caractère conflictuel, voire à un jugement porté sur la responsabilité des acteurs sociaux, et notamment des hommes politiques. Pour autant, elle n'implique pas nécessairement un lien fort avec les modes de structuration - les enjeux, leur traduction idéologique, la position des différents acteurs politiques sur la question - qui prévalent dans le champ politique. Ainsi Bob, 19 ans, rapporte sa situation de jeune chômeur, menacé par la délinquance, au « *mal de vivre* » de la cité et aux problèmes plus généraux de la société, dont il rend responsable « *ceux qui nous gouvernent (...) ceux qu'on ne voit jamais* », mais ne parvient pas pour autant à s'impliquer dans le champ de la politique organisée: « *Ca devrait pourtant m'intéresser puisque c'est important (...) mais ça ne m'intéresse pas en fin de compte* ».

Le politique "connecté", affilié, lié à "la politique" de la vie politique est une troisième modalité de l'expression politique, et pas forcément, dans les entretiens, la plus courante. La disposition à lire ou interpréter les événements qui surviennent dans l'environnement social en fonction de schèmes politiques institutionnalisés n'est qu'une façon parmi d'autres de "dire son mot" en politique. Ainsi Lionel, étudiant, a recours à la stigmatisation d'acteurs du système politique spécialisé pour dénoncer les effets néfastes de la politique d'urbanisation et de peuplement qui ont présidé à la construction de cités comme les « 4000 »:

L: Et bon, les gouvernants ils ont été contents, ils ont mis des... des bâtiments les uns à côté des autres. Et, si... si on leur avait dit: "Tiens, vous allez vivre là-dedans un an, et vous nous direz - vous direz ce que vous en pensez". A mon avis, ils auraient peut-être fait des - essayé de faire des améliorations. Mais bon, tant que c'est pour le... c'est pour le peuple (rit), on peut dire. C'est pas pour les nantis ou l'élite. Donc c'est pas, ils ont pas essayé de, de faire ça de manière, intelligente. (...) Après vous avez des gens comme Pasqua ou Le Pen qui vous disent "Ah oui, l'intégration n'est pas... n'a pas réussi. C'est parce que" - quasiment, ils vous expliquent que ils veulent pas s'intégrer. Mais quand vous voulez... intégrer quelqu'un, vous faites pas des regroupements. A partir du moment où vous faites - si vous faites des regroupements ethniques, c'est clair qu'il y aura pas d'intégration.

Marcel, quant à lui, peintre en bâtiment de 54 ans, syndiqué à la CGT et électeur du PCF, lie sa lecture des évolutions sociales à la vie politique organisée, dans le cadre d'un discours militant élaboré et cohérent, d'où ressort l'impérieuse

nécessité de s'engager dans le combat politique pour défendre les intérêts de la classe ouvrière:

M: On remarque une chose que, partout où les salariés s'intéressent à leur travail, à leur défense de l'emploi, ils arrivent à avoir plein de choses. (...) Il faut avoir une envie de révolte, une envie de vivre. Et si on nous empêche de vouloir vivre, il faut se battre! (...) moi je trouve que celui qui fait pas de politique, c'est qu'il est pas intégré au pays. Et à la vie sociale. Parce que, la politique, ce qu'on peut dire... c'est une des choses les plus importantes parce que c'est... la politique qui dirige tout. La politique peut aussi bien vous donner le bonheur que le malheur. (...) ça m'attriste un peu de voir les gens qui parlent de... politique mais qui ne connaissent rien du tout (Q: Mmm.). Premièrement ils savent même pas situer... les partis si ils sont à droite ou à gauche.

Le « passage » entre les différentes modalités de l'expression politique obéit aux logiques sociales et politiques qui président à l'acquisition d'un sentiment de compétence politique (Michelat, Simon, 1982). Si la disposition à s'exprimer sur le fonctionnement de la société semble, chez les habitants des « 4000 », largement partagée, la disposition à assumer face à un enquêteur la dimension politique de ses propos - soit au moins la dimension conflictuelle, non consensuelle, de son opinion - et à l'assortir d'un jugement sur les acteurs concernés implique de se sentir légitimé à le faire.

L'entretien réalisé avec Souila, jeune femme d'origine algérienne, illustre bien le passage d'une modalité à l'autre de l'expression politique, et les sentiments qui le sous-tendent. Au moment de l'entretien, Souila vit seule avec ses enfants, qu'elle élève tant bien que mal grâce à l'indemnisation des Assedic. Son mari, électricien, a quitté le foyer depuis près d'une année, malade du SIDA.

S: Je me retrouve seule avec deux enfants. Je veux dire qu'il y a pas beaucoup d'aides- j'ai pas beaucoup de - je dois me débrouiller toute seule c'est le système D, c'est souvent ça (Q: Mmm). J'ai pas tout le temps du travail, je suis pas disponible en plus pour avoir quelque chose de... de stable permanent. Je sais que je dois me battre toute seule. C'est... J'ai qu'à compter sur moi. J'ai des amis j'ai un peu de famille, mais, ... je me suis jamais reposée sur personne. ...J'étais mariée, avec mon mari très malade, et puis ça [a] été toujours à moi de tout faire.

La première partie de l'entretien résonne de sa solitude, de sa détresse. Endettée, déprimée, elle raconte sa mise à l'écart sans révolte, sans se plaindre, bien qu'elle sache qu'elle n'est pas seule à vivre une telle situation:

S: C'est vrai qu'il y a beaucoup - il y a de plus en plus d'exclus, de personnes, qui sont, mises à part. Et, ça commence par le travail, après souvent c'est la maladie. Surtout ici enfin, dans notre quartier ça se voit. Ça se ressent.

Q: Et vous, comment vous vous ressentez dans la société?

S: Il y a des moments où vraiment je, j'ai l'impression de me retirer de - d'être un petit peu à l'écart et puis de dépendre de ma situation.

Même si le récit des difficultés qu'elle affronte constitue en soi une dénonciation, Souila n'accuse pas, ne revendique pas. L'entretien se poursuit difficilement, rythmé par les interventions de plus en plus fréquentes de l'enquêtrice que la réserve de Souila, et la présence de ses enfants - qui profitent de chaque silence pour intervenir - l'obligent à faire. Puis vient la question sur la politique. Souila réagit d'abord sans passion, rejetant en bloc l'univers politique. L'enquêtrice insiste:

Q: Mais la politique sinon ça vous intéresse- (R: Du tout.). Oui. (silence) Est ce qu'il a du... Est-ce que vous, vous suivez un peu...

S: Oui ça m'arrive c'est - quand on a le droit de voter je veux dire ça c'est, quelque chose qui m'a toujours- Quand je vois mon père qui a toujours vécu ici et qui n'a jamais eu le droit de voter; bon; on est obligé de suivre la politique justement pour donner son, son mot à dire parce que mes parents n'avaient pas ce mot à dire justement. Enfin c'est un peu, une revanche... Le jour où j'ai la première fois voté et que j'ai montré ma carte d'électeur à mon père, c'est vrai qu'il y a - j'ai vu dans son regard quelque chose qui l'a... - C'était une revanche je sentais que c'était; Et puis c'est vrai - il faut s'y intéresser pour (inaud.). En tant que fille d'immigré [on a] son, son mot à dire.

Peu après, l'entretien bascule. Après avoir réaffirmé l'importance qu'elle accorde au vote, et sa volonté de se déplacer, même pour voter blanc, afin de "montrer à tout le monde que moi aussi j'ai mon mot à dire", Souila témoigne d'abord de l'intérêt qu'elle a eu, autrefois, pour les questions politiques, manifestant une connaissance certaine des modes de structuration du champ politique. Mais surtout, elle qui jusque là cantonnait le récit de sa misère à un événement singulier, accuse:

S: Tout ce qui se passe, en ce moment s'il y a moins de travail, si on nous propose que des... petits stages pourris où il y a... Les C.E.S des choses comme ça; c'est parce que... c'est tellement - L'argent est tellement mal géré que ils savent plus, ils savent plus quoi, comment l'employer (Q: Mmm). C'est tellement... de détournements de fonds que, ça fait des trous partout quoi.

Politique "objectif", politique "connecté", politique "assumé" enfin, Souila passe d'un registre à l'autre au gré de l'évocation des périodes de sa vie. Femme reniée par sa famille (seule l'une de ses soeurs lui rend encore visite), qui n'a pas pu se battre, avec son mari, contre la maladie ("On ne se soutenait plus l'un l'autre, comme ça aurait du être") et qui a conscience d'avoir perdu une partie de ses compétences ("Professionnellement maintenant je sais que là, si on me proposait une place, maintenant, il y a des lacunes qui se sont..."), elle ne peut que témoigner, par le récit de sa vie, des difficultés de l'existence à laquelle elle est réduite. Mais à l'évocation de son père, qui, venu en France comme ouvrier, analphabète, a fini sa carrière à la tête de sa propre entreprise, en souvenir des années où elle et son mari réussissaient - elle a dirigé un centre culturel - elle retrouve son estime d'elle même, sa confiance dans ses capacités de jugement. Et forte de sa citoyenneté, elle

dénonce le détournement du RMI qui, créé pour préserver la dignité de chacun, ne sert plus qu'à "*entretenir la misère*"; les conditions de vie dans la cité, faites de violence, de drogue; la stigmatisation des habitants du lieu, auxquels les employeurs refusent le travail; l'incurie des gestionnaires de l'Office HLM, qui se moquent de l'hygiène et du cadre dans lequel ils la font vivre et lui refusent le trois pièces dont elle et ses enfants ont besoin.

Les vecteurs de la compétence

Désigner un problème social, surtout lorsqu'on l'évoque en contrepoint de sa situation personnelle, comme une extrapolation, une justification de ses propres difficultés d'existence, peut se faire sur le mode de l'évidence et du consensus - "tout le monde en parle, tout le monde le sait". Evoquer un problème en termes politiques implique au contraire de reconnaître le caractère conflictuel de la position qu'on adopte. Face à un enquêteur, dont les opinions sont par définition inconnues, mais dont la compétence est implicite, assumer la dimension politique d'un jugement que l'on porte nécessite donc une certaine assurance sur sa propre compétence, sur les raisons que l'on a d'être fondé à évaluer ce qui est juste et bien. Autrement dit, la compétence qui nous intéresse ici n'est pas une compétence cognitive, mesurée par l'observateur à partir des connaissances et de la compréhension de la vie politique que manifeste la personne interrogée. Il s'agit d'une forme d'assurance, puisée dans la reconnaissance de ses propres capacités, sanctionnée par une insertion et une trajectoire sociales réussies, notamment sur le plan scolaire et professionnel. Ce processus de confiance relative s'observe bien dans les entretiens réalisés avec des actifs sûrs de leur emploi, voire des retraités, forts d'une trajectoire professionnelle achevée sans encombre.

L'entretien réalisé avec Marcel, dont l'engagement dans l'action politique (cf. supra) est fondé sur une forte identité de classe et sur un statut professionnel qui font de lui une illustration typique du militant ouvrier de tradition communiste, nous fournit un premier exemple. Ouvrier qualifié, conscient de sa valeur professionnelle, il peut se permettre de tenir tête à ses patrons sans craindre le chômage, et la question de sa légitimité à intervenir dans le champ politique ne se pose même pas.

M: Moi j'ai la chance, de me sentir comme je dirais, bien. (inaud.) des privilégiés. Parce qu'à l'époque actuelle, avoir comme je dis un emploi. Et en plus que ça plaise (Q: Oui.), ça devient quand même déjà, une chose de très très difficile [à] avoir. (...)

Q: Vous avez eu des, des périodes de chômage longues, non?

M: Non, une période de sept mois. (Q: Sept mois, quand même.) Oui. Oui parce que bon, il y avait de l'emploi (Q: Mmm.). Mais comme je disais, je vendais une qualité professionnelle; donc je prenais pas sous un certain tarif (Q: Mmm.). Donc, j'ai refusé des places, parce que... je trouvais qu'ils ne me payaient pas assez (Q: Mmm.). Alors si ils voulaient ma qualité de travail, ils devaient augmenter les tarifs.

Yvonne et Lucien, retraités, ne mâchent pas non plus leurs mots. Ils dénoncent avec vigueur les tares de la société d'aujourd'hui: laxisme généralisé, absence de discipline, méfaits de l'immigration, "charité business"... Ils ne sont pourtant pas sans savoir ce que leurs propos peuvent avoir de provocateur pour un interlocuteur qui penserait différemment d'eux:

Y: Non on est pas en mauvais termes [avec les voisins]. Mais le système, les sys- Le système, c'est que, il y a trop d'immigrés (L: Oui mais...) Faut reconnaître, c'est ça! Pour nous personnellement, il y en a trop (Q: Mmm.). C'est, envahissant.

Q: C'est envahissant?

Y: Voilà! C'est vrai (Q: Mmm.). Enfin vous comprenez qu'on vous le dit (rit).

Q: Exactement, je le prends comme vous le dites (rires). Ce qui m'intéresse c'est ce que vous en pensez. (rires).

Y: Oui. Voilà (rit). Vous vos opinions et les miennes c'est pas pareil; ou c'est les mêmes j'en sais rien! Mais voilà, nous pour notre compte personnel c'est trop envahissant.

Malgré l'inquiétude que leur cause l'opinion que l'interviewer peut avoir d'eux, - "Vous nous jugez pas mal, vous allez pas nous juger de toute façon?" -, ils assument leurs positions au nom de l'autorité que leur confère une longue vie de labeur, lui comme mécanicien, elle comme cuisinière et mère de famille:

Y: Donc on a continué à travailler et je vous dis, on partait à sept heures on rentrait à sept heures et même les jours de repos j'avais pas le temps d'aller bavarder chez les voisins (Q: Mmm.). J'avais trois enfants à m'occuper (Q: Oui.) Voilà. (...)

L: Et puis il y a plus, cette conscience professionnelle qu'il y avait dans le temps. Il y a un je-m'en-foutisme, épouvantable (...) J'ai quand même travaillé 44 ans (Q: Oui.). Il a fallu le faire et puis, des fois pas toujours marrant. (Y: Ah oui parce que c'était un travail dur.) Que quand je partais en déplacement, je couchais sur la place publique parce que, j'arrivais dans des pays, où à dix heures le soir tout était fermé. Le train arrivait à onze heures et demie. Personne voulait m'ouvrir le soir (Y: Quand c'était des dépannages urgents.)... et, forcé de coucher sur la place avec la valise et la caisse à outils. Voilà, c'était pas toujours marrant, fallait le faire on travaillait... on acceptait le travail comme il était (Q: Mmm.). C'est pas pour rien que je suis parti, avec la médaille grand-or du travail. (Q: Ah oui?). Mais ils pouvaient compter sur moi! A n'importe quel moment -

Et aujourd'hui encore ils se savent utiles: elle conduit chaque jour ses petits enfants à l'école et s'en occupe les jours de congé, lui intervient dans des écoles en tant que philatéliste, pour illustrer les cours d'histoire et de géographie ("Ca rend beaucoup de services").

Cette assurance que confère la reconnaissance de son utilité ou de sa réussite s'observe aussi chez les étudiants, que leur savoir et, de façon plus hypothétique, la perspective d'un emploi qualifié, autorisent à s'identifier à une "élite", surtout dans le milieu dans lequel ils vivent⁴. Ainsi David, 23 ans, titulaire d'une maîtrise de droit:

D: Il faut être battant, il faut essayer de changer les choses. Puisque de toute façon, si on est un peu écoeurés de ce qui se passe aujourd'hui - les gens qui sont à la tête du pouvoir aujourd'hui, ils [y] seront plus demain. Et c'est nous qui le serons (rit), c'est nous qui allons tout diriger. (...) Souvent vous savez, les gens qui vont voter, en général, de toute façon ils comprennent rien à la politique. C'est des gens qui ont pas fait, d'études, ils comprennent rien aux choses. (...) Moi je veux essayer de faire avancer les choses de faire quelque chose, rendre service à la société. Si c'est être dans mon coin et travailler et, voilà et puis toucher mon... mon fric; ça m'intéresse pas. Ça m'intéresse pas du tout moi. C'est pour ça que je fais des études, je vais essayer d'avoir, d'autres diplômes encore. Beaucoup plus spécialisés. Beaucoup plus importants. Pour qu'on me considère davantage (rit).

A l'inverse, la capacité à assumer une opinion éventuellement conflictuelle, à soutenir un point de vue qui ne serait pas validé par la majorité, fait souvent défaut à ceux qui, d'une manière ou d'une autre, vivent surtout grâce à l'argent public: chômeurs, RMIstes, préretraités, femmes élevant seules leurs enfants grâce aux allocations familiales, ou jeunes multipliant les stages et les contrats précaires. Relevant de la même logique, celle de la non-insertion, l'entretien réalisé avec Josette, jeune femme de 19 ans, encore élève dans un lycée professionnel, met en évidence le lien entre un fort sentiment d'impuissance et d'abandon face à l'existence, le désarroi face à une société jugée, de façon répétée, « compliquée », l'affirmation de l'incompétence et le refus de la politique comme source de discorde:

J: Moi je suis encore à l'école donc je peux pas vraiment, juger; c'est aussi pour ça. Donc, peut-être là quand je serai dans la vie active, peut-être que là, je pourrai voir mieux. Que mon copain, bon lui il est dans la vie active, peut-être que lui il pourrait, bien vous parler. C'est pour ça. Bon moi à part - enfin, mon petit appartement, c'est tout (rit). Enfin j'ai, pas vraiment de grandes responsabilités par rapport, à mon copain. Donc, c'est compliqué quoi (rit). (...) Moi je pense qu'on peut rien faire. Enfin moi je peux rien faire moi. On aimerait bien faire quelque chose mais on ne peut pas. Parce qu'on a pas les possibilités. (...) Je peux pas vraiment dire grand chose sur la politique. Même mon copain, il s'y intéresse pas vraiment alors. Lui aussi, il est du même avis, que moi à peu près. Donc, à ce niveau là, on a pas vraiment la conversation, on en parle pas vraiment. Et dans ma famille on évite d'en parler parce que sinon, bon, ça vire à la catastrophe (Q: Ah bon?). Ah oui! Parce que bon, il y en a qui disent leur opinion et puis d'autres qui sont pas d'accord (rit), alors on laisse tomber (rit). Vaut mieux.

⁴ Le mode de sélection des groupes d'enquêtés nous a conduit à ne pas interroger les mères de famille dont le conjoint travaille régulièrement. Aussi le sentiment d'utilité sociale est-il dans notre échantillon très largement dépendant de la situation au regard de l'emploi.

L'absence d'insertion professionnelle peut cependant être compensée par une socialisation politique précoce, accompagnée d'une certaine forme d'intégration au sein d'un environnement politique homogène: là, le groupe politique remplit la même fonction d'intégration et de reconnaissance qu'un groupe professionnel, produit de la même façon des valeurs, des normes, des opinions partagées sur lesquelles fonder et assurer son propre jugement, et fournit de même un sentiment d'utilité ou du moins, le sentiment d'une certaine capacité à intervenir dans la société. Cette fonction d'intégration sociale, génératrice d'une légitimité politique pour ceux que leur statut dévalorisé ou précaire semble vouer à l'exclusion ou à l'apathie, est assumée au premier chef par le Parti communiste, non seulement du fait de son ancienne hégémonie politique à La Courneuve, mais, plus généralement, du fait de son expérience historique en la matière, à laquelle Georges Lavau a associé la notion de « fonction tribunitienne ». Ce qu'expriment certains des entretiens recueillis auprès de militants communistes des « 4000 », c'est bien le « bonheur (...) d'appartenir à une vaste communauté agissante, toujours du bon côté, une communauté qui procure à des gens jusque là isolés et constamment écrasés le sentiment de donner un sens à leur vie, de contribuer à un immense effort collectif. » (Lavau, 1981, p.113)

C'est tout particulièrement le cas de Georges, ouvrier de 43 ans, et de sa femme Eliane, employée de 47 ans, assaillis de difficultés financières, professionnelles et familiales, confrontés à la maladie et au handicap, pour qui le parti, et la mairie qui lui est liée, apparaissent comme la seule planche de salut, le seul rempart contre le désespoir et la solitude, surtout en ce qui concerne Georges:

G: Les gens très importants pour moi, il y a déjà les élus, de la mairie. Qui me soutiennent comme il faut. (...) J'ai - parce que c'est mon parti d'ailleurs - j'ai le PC qui est derrière moi (...) Ils sont toujours là quand j'ai besoin d'eux (...) Sans eux (...) je serais carrément en dessous les ponts (...) Je connais bien les représentants du PC de La Courneuve (...) Et c'est eux qui me sortent... disons... de la merde.

E: j'ai confiance qu'en le Parti communiste (...) De toute façon, je crois plus en rien moi. Qu'au Parti.

Au delà même de l'aide matérielle que lui apporte le parti, Georges trouve en lui le seul lien susceptible de le valoriser et de lui apporter une reconnaissance sociale. En contrepartie, il tient à se montrer digne de la confiance de ses camarades par une action militante qu'il veut irréprochable.

G: Ils savent très bien que je suis un grand militant (...) C'est pour ça qu'ils me donnent cette tâche (...) J'arriverai peut-être à monter un petit peu en grade (...) Ça me plairait (...) J'espère que dans quelques années, j'aurai des responsabilités importantes.

Éliane, elle aussi, exprime l'importance de la chaleur humaine qu'elle trouve dans le parti, alors qu'elle se sent "rejetée", "dégoûtée de la vie" parce que "la vie elle est mal faite".

E: j'ai tous mes amis à la mairie. Moi j'ai Marson, j'ai Lajoinie - Paulette et son mari évidemment. On s'embrasse (...) C'est tous mes amis (...) On est tous en famille là-dedans.

Bien plus, elle suggère que le parti la protège contre elle-même, lorsqu'elle est "révoltée" par les privilèges dont bénéficient à ses yeux les immigrés - seule faille dans l'accord sans réserve qu'elle affiche avec le parti :

E: Alors c'est pour ça que moi je me suis mis avec le Parti (...) C'est eux qui m'ont dit 'Éliane, calme-toi'.

Et son engagement lui permet, malgré une attitude foncièrement pessimiste, d'exprimer un point de vue positif sur la politique.

E: La politique, ça sert à, dans la vie quand même, à essayer de... c'est pour tout le monde, c'est pas pour nous. Ça veut dire qu'on veut prendre le meilleur, pour qu'on y arrive mieux. Pour s'exprimer, pour dire ce qu'on pense (...). C'est quand même important de dire notre opinion.

Sur d'éventuelles spécificités du site en matière de compétence politique

Dans un cas comme dans l'autre, que la compétence politique repose sur une certaine forme de réussite sociale ou professionnelle, ou qu'elle résulte d'une socialisation politique qui a rendu familier le militantisme, le site n'est pas sans entraîner certaines spécificités. Pour ce qui est du sentiment d'autorité sociale, il semble qu'il s'établisse de façon relative. Ainsi, la situation perçue comme dominante dans les représentations relatives la cité est caractérisée par la "galère" et l'assistance. Dès lors, l'obtention d'un emploi à durée indéterminée dans une entreprise solide, même s'il s'agit d'un poste relativement subalterne, peut suffire à susciter le sentiment d'avoir accompli une trajectoire réussie.

F: J'ai, comme on dit: galéré entre petits boulots intérim, petits boulots manutention, entre-temps. Et là j'ai abouti, dans un bon emploi, apparemment, à Carrefour. C'est un... un Carrefour qui va ouvrir au mois de mars, donc ce mois ci, à Drancy. C'est une ouverture de magasin. Le 115° Carrefour. En tant qu'aide-comptable. Donc c'est un contrat à durée indéterminée. Donc je vois l'avenir positif. (...) Ceux qui sont à l'ANPE, ils sont solitaires. Je veux dire, ils ont pratiquement aucun contact avec l'extérieur. Tandis que quand on est au travail, on côtoie d'autres personnes, on déjeune avec eux, on discute. (...) Je suis de l'autre côté de la barrière maintenant, je suis passé du côté de ceux qui travaillent. (...) Donc moi, je suis motivé pour l'avenir. Je vois la vie, positif. Comme Carrefour (rit). (Farid, 23 ans)

En ce qui concerne la socialisation politique, l'influence du Parti communiste, seule force politique organisée, et jouissant naguère d'une véritable hégémonie, reste extrêmement sensible. La plupart des militants que nous avons rencontrés en font partie. Quant au militantisme associatif, et à l'attrait que certaines associations peuvent exercer auprès des jeunes (Muxel, 1996) dans d'autres environnements, nous en avons trouvé peu de traces auprès de ceux que nous avons interrogés.

Deux autres traits caractérisent le processus d'acquisition de la compétence (ou du sentiment de compétence) politique dans la cité des "4000" de La Courneuve: le rôle central, en amont, de la famille nucléaire, et les pratiques d'engagement social des jeunes.

Dans l'effort de diversification de la population interrogée qui a présidé à l'enquête sur le terrain, nous avons choisi de mettre l'accent sur la population jeune (les 18-25 ans, ceux qui font l'objet des politiques d'insertion particulières), en opposant des étudiants et des "galériens". Les propos tenus par les uns et les autres confirment un résultat connu: le rôle fondamental joué par les parents dans la réussite scolaire et professionnelle des jeunes. Ainsi Martine, 19 ans, qui finit son DEUG d'AES après un parcours qu'elle qualifie en riant "*d'impeccable*":

M: J'aimerais réussir ma vie; faire plaisir à - montrer à mes parents que j'y suis arrivée quoi (Q: Oui.). J'aimerais, j'aimerais leur faire plaisir. Enfin c'est pas... c'est pas plus pour eux que pour moi. C'est surtout pour moi parce qu'ils me disent bon "On... - t'as été à l'école, on - t'as fait des études, on aimerait te voir réussir quand même" (Q: Mmm.); Mais c'est pas pour eux, c'est surtout pour moi. pour... je serai fière de dire après "Bon j'ai fait des études, papa et maman m'ont aidée, (Q: Mmm.) je les remercie de, de tout mon coeur quoi". C'est ce que j'aimerais, j'aimerais leur faire plaisir. Me faire plaisir à moi, moi bien sûr mais aussi leur faire plaisir (Q: Mmm.). Voilà.

La préservation d'une famille nucléaire stable apparaît, dans un environnement social où les chances de succès sont plus faibles qu'ailleurs, comme l'un des meilleurs atouts pour "s'en sortir", tant par la sécurité matérielle et affective qu'elle procure que par la stimulation que la confiance des parents et le désir de leur faire honneur font naître chez l'enfant. Des propos recueillis dans cette enquête, auprès des jeunes mais aussi de leurs aînés, il ressort que l'estime de soi, qui est au fondement du sentiment de compétence sociale, se nourrit d'une certaine forme de respect entre parents et enfants, et ceci peut-être d'autant plus que l'environnement est moins en mesure de fournir à chacun des attributs qui le valorisent.

On sait d'autre part comment la socialisation politique prend largement sa source dans le rapport de transmission des parents aux enfants (Percheron, 1993),

comme le confirme l'exemple de Véronique, jeune secrétaire médicale au chômage, fille d'anciens militants d'extrême-gauche:

Q: Et... au début vous avez dit "c'est des nullos" et puis, mais quand même que vous vous sentiez un peu, plutôt à gauche c'est ça?

V: Ah oui - du fait, par l'éducation de mes parents aussi quand même, ça c'est très important. Bon ils ont beaucoup milité. Mmm; oui je me sens à gauche, pour - parce que c'est - parce qu'ils font plus primer le social... parce que - (riant) Je sais pas en fait pourquoi je suis à gauche. Sérieux, je sais même pas. Non je sais pas. Parce que on m'a dit depuis toute petite "T'es à gauche". Ca doit être ça (rires).

Aussi la famille apparaît-elle bien, dans la cité des « 4000 » comme ailleurs, et peut-être plus encore qu'ailleurs, à l'origine du processus d'acquisition de la compétence politique.

Il reste un dernier élément qui contribue, de façon plus marginale mais peut-être aussi plus spécifique au site, à la socialisation politique des jeunes de la cité ou du moins, à leur propension à s'exprimer politiquement: l'engagement dans des activités d'encadrement des plus jeunes. On a vu que le milieu associatif, et notamment les associations caractéristiques de l'engagement politique des jeunes depuis les années 80, sont très peu présentes tant sur le site que dans les propos recueillis. Pourtant, certains manifestent, dans leur discours, une certaine disposition ou un certain attrait pour ce type d'engagement. De plus, il existe aux "4000" un certain nombre d'associations qui déploient leurs activités sur le plan social, notamment en direction des enfants: soutien scolaire, activités d'animation les mercredis et lors des vacances scolaires, etc. Plusieurs entretiens font état de ce type d'engagement de telle sorte qu'il semble bien qu'il joue, pour les acteurs, un rôle non négligeable dans le développement à la fois d'une appréhension plus large des problèmes qu'ils rencontrent, et dans la mise en évidence d'une capacité d'intervention au niveau social.

Q: Est-ce que vous avez l'impression de pouvoir faire quelque chose, dans cette société?

B: C'est à dire?

Q: De pouvoir vous-même agir, dans cette société... - réaliser.

B: Réaliser... - avec - nous... avec des amis, on voulait créer une... - pas une entreprise, puisque c'est pas... à but lucratif - mais, on voulait créer une... espèce d'association pour, pour ramasser - pour ramasser la nuit les, les clochards et les personnes... qui dorment dehors. Pour les ramasser et pour, pour les loger. (Bob, 19 ans, à la recherche d'un premier emploi)

D: Moi je suis très apolitique. (rit) (Q: Oui.). C'est à dire que pour moi, c'est beaucoup de bla-bla et, il y a très peu de choses qui se font. Voire même rien. Je veux dire, j'y crois pas du tout. (...) Heureusement, comme je disais, il y a des associations qui aident, là (...) c'est comme la société. Elle plonge elle plonge elle plonge. Et bon moi

j'ai pas envie de tomber là-dedans (Q: Oui.). Non je préfère aider, et travailler dans, dans une association comme celle où je travaille. (...) Aider les jeunes qui viennent au soutien scolaire en leur disant de continuer l'école plutôt que de dire "Ah merde, l'école (Q: Oui.) ça vaut rien". (...) La société est ce qu'elle est. mais je pense que c'est nous qui la faisons. (Dalila, 22 ans, à la recherche d'un premier emploi)

Il reste que, comme toujours, il est difficile de raisonner en termes de causalité simple. Il est vraisemblable que ce type d'engagement est pris par des jeunes qui disposent déjà d'une certaine forme d'assurance, et qu'il agit donc plus comme un catalyseur, un révélateur, que comme un facteur autonome.

Assumer la dimension proprement politique du jugement porté sur le fonctionnement de la société obéit à des logiques d'assurance, de compétence, acquises au fil de la reconnaissance des capacités de l'individu, grâce à une certaine forme - relative - de réussite, sociale et/ou politique. La relativité même de la notion de « réussite » limite les effets négatifs que l'on pourrait attendre de la concentration dans ce type de cité des personnes en difficulté.

Dans la mesure où l'on refuse la conception « légitimiste » du politique, rien ne permet donc de décrire les attitudes politiques telles qu'elles sont traduites en entretien sous les termes de l'apathie et de l'exclusion. Cependant, pour rendre compte effectivement des raisons pour lesquelles les acteurs développent des dispositions à une expression politique assumée, plus ou moins liée au champ institutionnel, il faudrait disposer d'informations plus fines et surtout plus systématiques sur les différentes étapes de leur socialisation politique, à travers des récits de vie retraçant les différents groupes sociaux auxquels ils ont appartenu, leurs affinités politiques et leurs modes d'action collective. Le matériau dont nous disposons nous permet surtout de formuler quelques hypothèses sur les logiques qui président au refus de se situer dans le champs institutionnel, au refus de choisir son camp.

Logiques du refus d'exprimer un choix politique: quelques hypothèses

Assumer la dimension conflictuelle et politique des jugements que l'on porte sur la société n'implique pas nécessairement de les rapporter aux positions prises par les acteurs de la vie politique, les partis, les syndicats, les hommes politiques. Certains le font, suivant, comme on le verra, des modalités propres, différentes des

classements qui président à la structuration de la vie politique. Le guide d'entretien prévoyait, dans le cadre des questions signalétiques, une échelle d'autopositionnement gauche - droite, ainsi qu'une liste de personnalités politiques (classées de gauche à droite), que la personne interrogée devait commenter. Or on observe qu'un nombre non négligeable de personnes, bien qu'ayant, tout au long de l'entretien, adopté des points de vue explicitement politiques sur la société, refusent, plus ou moins directement, de répondre à ces questions.

La difficulté de passer du jugement sur les problèmes sociaux à une formulation volontaire en termes politiques ne semble pas directement imputable à la mauvaise image du monde politique. On trouve certes dans les entretiens tous les commentaires négatifs que l'on pouvait attendre sur les hommes politiques, la corruption, la distance par rapport aux citoyens ordinaires.

D: Moi je suis très apolitique. C'est-à-dire que pour moi, c'est beaucoup de bla-bla et il y a très peu de choses qui se font. Voire même rien. (...) J'y crois pas du tout. (Dalila, 22 ans, à la recherche d'un premier emploi).

D: C'est tous une bande de crapules (...) Alors à mon avis, il faudrait balayer tout ce qu'il y a et puis repartir à zéro. (Daniel, 52 ans, électricien).

M: Un sac à ordures. La politique (...) Je me sens pas personnellement représentée par un des partis. Ou par un homme politique en général. (...) C'est un peu affolant, parce que je me dis... finalement c'est... c'est ces gens là qui font des lois. (Maria, 22 ans, étudiante).

Dans le procès qui leur est fait par la majorité des personnes interrogées, les acteurs du système politique se voient opposer trois griefs majeurs qui fondent le discrédit de la politique dans notre population: le fait de ne pas tenir les promesses faites sans retenue au cours des campagnes électorales; la corruption; et la distance qu'ils entretiennent avec les citoyens. Mais ces critiques n'ont rien de particulier aux habitants des « 4000 » (Mossuz-Lavau, 1994) et sont loin d'être déterminantes: l'idée que la politique est quelque chose d'important et qu'il serait possible de l'exercer proprement se retrouve fréquemment dans les entretiens:

Q: Est-ce que ça vous paraît important, la politique?

L: Ouais, vachement, carrément. Enormément parce que, ce qui me désole, c'est que ça soit si mal fait! C'est pas... c'est ça! qui me désole. c'est que, on en a, bien sûr on en a besoin! Et c'est, on a besoin de structures, on a besoin de législation, on a besoin de... de, d'être guidé... (Leila, 25 ans, enseignante)

Les rares rejets virulents du politique motivés par ce type d'arguments critiques s'expliquent dans une large mesure par des ruptures biographiques. D'ailleurs, critiquer l'univers du politique est le plus souvent directement assumé comme une forme de prise de position proprement politique, fondée sur un sentiment

de compétence en la matière. Ainsi, Germaine et Ali, qui, depuis le début de l'entretien, ne mâchent pas leurs mots à l'égard de la société, mais se limitent au registre du politique "assumé", réagissent avec vivacité à la question portant directement sur la politique:

Q: Si vous voulez bien maintenant... On va parler un petit peu de, la politique (rit). (Ali grommelle) Est-ce que ça, qu'est-ce que ça représente pour vous, un peu, la politique? Est-ce que ça vous intéresse?

G: Non pas tellement.

A: La politique, c'est tous de la merde, tous comme ils sont alors! Ils vous promettent tous monts et merveilles et puis quand ils passent, il y a pas un qui fait quelque chose. Des hypocrites (inaud.) Bon alors c'est tout ce que voulez. Ca c'est de la racaille (silence).

G: Même là ça va être les élections, en fait on sait même pas qui voter, finalement (rit)

Mais leur désintérêt n'est qu'apparent. Au fil de la discussion, il devient manifeste que non seulement ils n'hésitent pas quand il s'agit de choisir leur camp, mais que la dérision qu'ils exercent à l'égard des hommes politiques repose sur des connaissances qui manifestent un fort degré d'information:

Q: Vous voyez où est ce que vous vous situez sur cette échelle en fait. Est-ce que vous vous situez, au milieu, donc, ou plus à gauche, plus à droite...

A: Ah c'est pour savoir, de quel côté qu'on se trouve? (Q: Voilà, c'est ça.) Moi je suis à gauche moi. (G: Oui, on est plus à gauche nous.) On est à gauche et pas à droite.

Q: Alors vous entourez...

A: Allez hop. Moi la droite je peux pas la sentir alors. (...) Les cocos je les aime pas beaucoup mais je préfère encore les cocos que la droite.

Q: Et ici, vous me cochez les personnes, les personnalités dont vous vous sentez le plus proches.

A: Oui, il est comme l'autre, c'est pas un Corse pour rien lui (G: Pasqua il a...). C'est un corsico! (G: Je sais pas ce que c'est mais...) C'est un Corse. (G: Il a une tête de...) Je préfère encore Valéry Giscard d'Estaing - tiens Babarre qui dort toujours à l'Assemblée Nationale il est toujours en train de roupiller lui. Je regarde des fois, l'Assemblée là. Il est toujours, il ronfle. Pasqua il va se faire voir c'est un con. De Villiers pareil. Le Pen c'est kif-kif c'est un con. (G: Et il est toujours dans la course Mitterrand?) Simone Veil, elle est gentille elle Simone Veil.

Leur virulence à l'égard du monde politique apparaît donc moins comme un signe de désintérêt ou d'absence de choix, que comme la rationalisation d'une distance qui s'explique sans doute de façon complexe, à la fois par la citoyenneté d'Ali, qui est Algérien, et sa trajectoire professionnelle, qui l'a conduit à se heurter à l'univers syndical:

A: De toute manière moi je vote pas. Je suis pas Français donc. Malgré qu'il y a 50 ans qu'on est en France, [inaud.] Je vote pas.(...) Si j'ai, mon opinion. Je sais pour qui voter. Mais je voterais pas pour, la droite [inaud.] parce que c'est des enfoirés. (...) Moi j'ai pris le parti, d'aucun parti au boulot. Moi, c'est moi le parti. Où ça va pas, je chope le chef: "Je veux ça, tu veux pas? Au revoir". Je m'en vais et c'est tout. Pas besoin d'avoir un délégué ou quoi que ce soit. J'ai jamais pris de carte (inaud.) Pourtant j'ai fait toutes les grandes boîtes de Paris. Jamais j'ai été à... à leur C.G.T. ou quoi que ce soit. J'avais envie de faire grève: je la faisais. J'avais pas envie: je faisais pas la grève et je

leur disais "Vous me faites chier". Parce que j'ai vu faire des grèves de, quand j'étais chez Renault là, à Saviem là. Je venais de rentrer ça faisait quoi? un mois que j'étais dans la boîte, grève générale obligé de faire la grève. J'ai pas voulu moi je dis: "Si je fais la grève ils vont me virer je suis nouveau". "Mais non on va te défendre n'ait pas peur". Une fois que la grève elle a été terminée, tous ceux qui sont rentrés en dernier, on a pris la porte!

Si donner son point de vue sur la société, marquer son intérêt pour les questions politiques, voire exprimer son opinion à propos des principaux problèmes débattus dans le champ politique n'implique pas à proprement parler un engagement⁵, le choix d'une position sur l'échelle gauche - droite, l'affirmation d'une proximité avec certains hommes politiques et d'une distance avec d'autres, devant un interlocuteur anonyme, peuvent être directement assimilés à des actes de choix qui manifestent les relations que l'acteur entretient avec les catégories de la politique spécialisée, autrement dit, une forme de participation politique. En ce sens, les réponses à ces questions relèvent d'un autre ordre de comportements que les propos tenus sur l'état de la société, et les logiques qui président au refus de répondre (ou aux pratiques d'évitement) manifestent la relative autonomie de la politique dans son sens institutionnalisé. Dans l'enquête, nombre de ceux qui refusent de répondre aux questions désignées comme politiques, bien qu'ils aient manifesté une disposition et une compétence claires à parler de politique, sont des étrangers. Quelles sont les logiques qui sous-tendent ce refus de choix?

Pour quelques uns, la non-réponse apparaît clairement comme un choix délibéré, dicté par la prudence, et qui masque mal une orientation ou un engagement politique réels. La chose se conçoit bien pour les étrangers ou pour ceux qui, en situation précaire, ne veulent pas prendre le risque de se faire « mal voir » par ceux dont ils recherchent l'aide, ou la tolérance. Ce trait est sans doute accentué, dans notre enquête, par le patronage de l'INSEE et le soutien apporté par la municipalité.

Désiré a 42 ans, il est marié et père de trois enfants. Venu d'Afrique, il travaille comme ouvrier d'entretien mais poursuit des études à l'Université, a quitté son pays pour des raisons qu'il présente comme politiques. Son entretien se situe clairement du côté du politique "assumé". Il dénonce les conditions faites aux étrangers qui, comme lui, sont arrivés en France nantis de diplômes que les employeurs ne reconnaissent pas. Pourtant, dès la première consigne, il affirme clairement son refus

⁵ Même si, comme le fait remarquer Dominique Memmi, les échelles de la participation politique incluent le plus souvent ce type d'élément (Memmi, 1985).

de parler de la politique, ayant très bien compris la dimension proprement politique d'une interrogation sur la société:

D: [Il parle de sa déception sur le plan professionnel, de sa discrimination en tant qu'étranger:] Et puis, nous on est condamnés à rester... à occuper des fonctions, moins importantes. Mais en fait nous on... pour eux nous devons faire une carrière plane. C'est la seule déception que j'ai. Et puis, je sais pas. La politique ne m'intéresse pas trop. Et bon. On vit au jour le jour. Voilà, c'est un peu ça. Je sais pas si j'ai répondu à votre attente mais...

Pourtant, il manifeste, à travers l'importance qu'il accorde à l'actualité, par la valeur qu'il accorde à l'activité politique, combien le désintéret qu'il affiche n'est qu'une façade. De fait, ce qui lui importe, c'est de ne pas faire connaître ses choix:

D: (lisant) On classe habituellement les gens sur une échelle de ce genre qui va de la gauche à la droite. Mmm, c'est quel genre de...?

Q: Non ça c'est. Là c'est le plus à gauche (R: Ah d'accord). La c'est le plus à droite.

D: C'est de la politique ça. C'est ça?(Q: Oui.) Ah ni, ni à gauche, ni au centre. Ni à gauche ni à droite. Je sais pas!

Q: Nulle part?

D: Nulle part (silence). Nulle part.

Q: Et; voici une liste de personnalités politiques (R: Oui.). Est-ce que vous pouvez me dire, desquelles vous vous sentez le plus proche?

D: De personne (rires).

Q: Vous êtes sûr?

D: Mmm, de personne. Je connais tout le monde, mais personne.

Q: Vous avez pas de préférence? (...) Mais vous pourriez avoir des opinions quoi, c'est ça (R: Des opinions oui.). Avoir des opinions et dire... Mais bon, je respecte, si vous voulez (rires).

D: Mais tout le monde pour moi est bien. Et bon, ils disent... Voilà. Donc je ne vais pas choisir.

Désiré dit avoir été poursuivi pour ses opinions politiques dans son pays. Il est resté plusieurs années clandestin en France et sa situation, dans son logement notamment, reste précaire. Rien d'étonnant dès lors qu'il ne veuille en aucun cas prendre le risque de révéler des opinions qui pourraient le desservir. Mais le caractère fallacieux de son absence d'intérêt et de son incompétence politiques - que l'insistance de l'enquêtrice, qui le soupçonne d'agir par peur, l'oblige à reconnaître - n'est sans doute pas seulement imputable à une attitude stratégique qui le pousserait à se cantonner, devant un enquêteur introduit chez lui sous les couleurs de l'INSEE, de l'Etat en somme, au rôle que la loi française assigne aux réfugiés: le non-engagement politique. Elle traduit aussi un sentiment d'extériorité, la certitude - acquise dans son cadre professionnel, où sa couleur de peau, son origine nationale le cantonnent à des activités manuelles malgré les diplômes et la profession qu'il exerçait dans son pays - qu'il ne lui servirait à rien d'agir comme un citoyen ordinaire.

Pour d'autres, l'absence de choix ne semble pas relever d'une stratégie d'évitement et correspond plus vraisemblablement à une absence effective d'engagement. Là aussi, on peut distinguer deux cas de figure. Il y a d'abord le cas des « étrangers » dont la famille continue de vivre dans leur pays d'origine et qui, pour ce qui touche à la question du pouvoir, se sentent plus directement concernés par ce qui se passe « là-bas » que par ce qui se passe ici.

Djamel est algérien. Il vit et travaille aux "4000" depuis deux ans, et déteste la cité. Il n'a pas de mots assez durs pour décrire les conditions de vie, l'attitude des habitants, l'incurie des autorités. Il ne semble pas redouter de livrer ses opinions, tant sur la France, où selon lui, la situation se dégrade, que sur l'Algérie. Pourtant, lorsqu'il est question de la politique française, il hésite:

Q: Donc vous, si vous devez vous situez, sur cette échelle, où est-ce que vous vous mettriez, par exemple? Est-ce que vous seriez plus proche de là, de ça?

D: Ca dépend quelle dr- quelle droite. Et ça dépend quelle gauche, c'est ça le problème.

Q: C'est à dire?

D: Je sais pas, parce que. Je sais pas, comme ici, c'est le communisme ici, à La Courneuve. (Q: Oui.) C'est ça? (Q: oui.) C'est pas des socialistes, c'est des communistes. Bon. Je sais pas moi, les communistes, je vois qu'ils font rien ici à La Courneuve pour améliorer la chose. Alors, je peux pas voter, pour eux si ils font rien pour améliorer les choses. (...) Moi bon, j'ai jamais voté pour un truc français parce que bon, je suis Algérien, je peux pas voter pour eux mais, je sais pas. Parce que.

Q: Mais ça c'est pas un vote...

D: Non, je sais, c'est pas un vote mais c'est des - Je sais pas, franchement. Je sais pas, peut-être je vais me mettre au milieu (rit). Je sais pas. Je vais donner 50% - Mais pas - c'est à dire - 50%, pas, pas à Chirac par exemple. Chirac, c'est quelqu'un, par [rapport] à Balladur, il est plus... plus raciste que Balladur. Chirac. Pour moi. Pour moi, je sais pas. Ou alors... Le Pen, j'en parle même pas. De Villiers, n'en parlons même pas aussi. (...) C'est à dire, lui, si... si j'étais Français par exemple, alors là, je voterais même pas pour lui. Déjà. Le Pen, De Villiers, ça c'est hors de question. Chirac, hors de question. Voyez? (...) Donc je sais pas, comme je vous ai dit. Fff, oui, je me mettrai au milieu. C'est - le milieu c'est où?

Q: Vous vous mettez où vous voulez. Vous entourez ce que vous voulez.

D: Le 4 alors. Parce que là je suis, presque au milieu. Non? (rires). (...) Alors moi je donne, c'est, je donne, 50% à - disons 50% à Jospin, 50% à Balladur (rit). Voilà. Comme ça il y a pas de racisme (rires).

Il est clair que l'absence de choix de Djamel n'est pas imputable à une méconnaissance de la vie politique française, pas plus qu'à une absence d'opinions en la matière. Elle répond d'abord à sa situation d'étranger, qui lui interdit de voter, et entérine une distance créée par sa situation familiale. Djamel est arrivé en France à l'âge de sept ans et a grandi ici, parmi les siens. Mais depuis une dizaine d'année, les femmes de sa famille sont en Kabylie: ses soeurs y sont retournées pour se marier, et sa mère les a rejointes. Lui-même s'y est marié, chacun lui assurant qu'il

n'aurait aucun mal à obtenir un regroupement familial. Mais depuis, il n'arrive pas à faire venir sa femme, ni leur petite fille. Il vit donc dans l'attente, multipliant les aller-retour. Malgré les événements survenus en Algérie, il regrette en fait d'avoir grandi en France; mais, pour des raisons qu'il n'explique pas, il lui semble impossible de repartir au bled. Ses projets professionnels sont suspendus, son attention reste fixée sur l'Algérie. Pour lui en France pour l'instant, aucun engagement n'a de sens.

Cette position d'attente qui prévient le choix politique n'est pas seulement le fait des Algériens rencontrés au cours de cette enquête, mais aussi le cas de certains jeunes Antillais qui conjurent leurs difficultés d'insertion professionnelle en entretenant le rêve d'un « retour » (il s'agirait le plus souvent d'un départ) outre-mer. La distance qu'ils affichent avec le jeu politique peut s'interpréter comme une façon de manifester, et ce faisant, d'entretenir, une distance avec la métropole qui justifie leur espoirs de départ.

Mais plus généralement, ce qui se joue dans cette absence de choix, c'est la difficile constitution d'une identité politique. Pour ceux qui sont d'origine étrangère, l'intégration dans la société française suppose un travail important de (re)définition de soi, que facilite la perception d'une unité (en termes d'histoire, de culture, de mœurs, de destin) de la société d'intégration. Or choisir en politique implique d'appréhender cette société au travers de ses divisions.

Fatima, étudiante en droit, est née de parents algériens. Elle a 24 ans et a pratiquement toujours vécu à La Courneuve. Elle est extrêmement prolix. Son entretien est plein de prises de positions véhémentes sur l'état de la société, d'accusations contre tous ceux qui se laissent faire, qui se contentent de ce qu'ils ont, qui se satisfont d'excuses faciles pour renoncer à toute ambition. Elle est fille unique et, dit-elle, ses parents lui ont "*un peu donné la volonté d'un garçon, ce que chez les Arabes, on donne généralement aux garçons*". Forte du soutien de ses parents qui, bien qu'ils n'aient pas eu la chance de faire des études, sont lettrés (elle raconte avec fierté que son père lit *Le Monde* tous les soirs), elle déborde d'ambition. Après la maîtrise de droit, elle envisage soit de présenter l'ENA, soit de devenir avocate. Mais son objectif ultime est une carrière politique, qui culminerait au poste de ministre. Son modèle est Charles Pasqua. Elle confie que ses amis la désignent comme le "*Pasqua en jupons*". Effectivement, son discours sur la société française correspond bien à celui de son modèle. Elle rêve d'une France forte, aux frontières

étanches, qui n'accueillerait que ceux qui sont prêts à s'intégrer, et expulserait les autres. L'intégration pour elle signifie le renoncement, dans l'espace public, à toute particularité. Non seulement Fatima s'exprime avec aisance, voire véhémence, dans le registre de la politique assumée, mais ses références fréquentes aux positions du RPR la situent également dans le registre de la politique "connectée". Et pourtant, à la grande surprise de l'enquêtrice, elle n'adopte pas la position que l'on pourrait attendre sur l'axe gauche - droite:

Q: Alors, en général on classe, les gens sur une échelle comme celle là qui va de la gauche à la droite. Vous si vous deviez vous placer, où est-ce que vous - où est-ce que vous vous mettriez?

F: Quatre. Au centre.

Q: (Inaud.) Au centre? (R: Quatre). Excusez-moi... - Au centre?

F: Complètement.

Q: Vous pouvez me dire pourquoi?

F: Droite/gauche... - pour moi le meilleur équi- parce que c'est pour le... - moi, le meilleur équilibre en soi. Ça reviendrait à mon- ... tout ce que je, ce que j'appellerais aller rechercher sur les autres. Parce que droite/gauche, en prenant un exemple, ce serait deux personnes opposées: ni prendre parti pour l'un, ni prendre parti pour l'autre, parce qu'on a tous raison d'une certaine manière. En prenant au niveau humanité. Etre au centre, c'est pas mal parfois, d'être - pas l'arbitre - mais d'être l'équilibre en soi. Un peu prendre sur ses épaules pour équilibrer deux... deux pôles. Etre comme une balance. Quel est le plus beau mouvement d'une balance que lorsqu'elle est équilibrée? Dans ce sens là c'est mauvais, dans ce sens là c'est mauvais, toujours équilibrer, c'est préférable

De fait, l'entretien de Fatima est plein de tensions et de contradictions. Elle martèle ses ambitions mais confie que son parcours n'a jusque là pas été facile: elle a redoublé l'année du bac, la première année de droit, et s'apprête dit-elle à redoubler sa deuxième année. Et elle reconnaît, à propos des SDF, combien il y a loin de ses désirs à la réalité:

F: Je les prends les SDF puisque je suis à une limite par rapport à eux, je suis aussi en bas de l'échelon national, je ne sais pas de quoi sera fait ma vie. Bien sûr, j'ai des objectifs, j'ai une ambition réelle, qui est là devant. Mais de là à savoir si elle s'accomplira - j'espère que oui - Mais, il y a une frontière très mince pour que je me retrouve du jour au lendemain comme eux. C'est très mince la frontière. Il faut pas les oublier, il faut arrêter de se bander les yeux, faut arrêter de se cacher la vérité.

Elle rêve d'une carrière politique mais ne cache pas la piètre opinion qu'elle a des hommes politiques en général, toutes tendances confondues: "*Pour moi c'est ça, mais la politique, c'est tous des menteurs, c'est tous des... professionnels du mensonge. Je me demande même si avant d'entrer en politique, on leur apprend pas à mentir correctement!*". Bien qu'elle insiste sur la nécessité de l'intégration, elle parle de ses racines avec émotion, de l'importance qu'il y a à ne pas s'oublier, ne pas se renier, et évoque avec colère un employeur qui, pour masquer ses origines, lui

demandait de changer de prénom. L'image de la nation imperméable au changement, et de la manipulation qui régit les rapports de pouvoirs - à laquelle elle semble souscrire -, contraste avec un discours très progressiste au niveau individuel, sur l'ouverture aux autres, le respect des autres.

Le refus de classement sur l'axe gauche-droite peut, dans le cas de Fatima, s'interpréter comme un refus d'engagement. A l'enquêtrice qui lui demande de préciser les étapes de cette carrière politique qu'elle envisage, elle laisse entendre qu'elle est, pour l'instant, dans l'expectative:

F: Commencer déjà à rentrer dans le, le parti concerné, et militer pour le parti, évoluer, et... suivre après le petit chemin que tout le monde aurait suivi auparavant.

Q: Donc c'est entrer au conseil régional?

F: Pourquoi pas? J'attends de terminer un peu mes études - c'est à dire de... finir un peu ma licence éventuellement. Ou, entrer en mai- lorsque j'entrerai en maîtrise, pour pouvoir me permettre de, commencer à me poser en politique.

Autrement dit, le rêve de Fatima, son désir d'être une femme politique d'importance - un ministre - au sein du RPR, est peut-être moins une promesse d'engagement politique qu'un désir de reconnaissance, de certitude, d'identité. Son fantasme d'une France intégrée et forte, dans laquelle elle jouerait un rôle éminent, la protège sans doute contre les difficultés qu'elle rencontre dans la construction de son identité, femme musulmane à laquelle on a transmis des prétentions d'homme, jeune "beurette" que l'ambition de ses parents a dressée contre les jeunes de sa génération et de son quartier (elle dit être connue comme la "*petite bêcheuse du quartier*"), étudiante malchanceuse malgré sa persévérance dans un environnement défavorable. Sa difficulté à prendre formellement position, à son niveau, dans un champ politique qui pourtant la fascine, pourrait s'expliquer à la fois comme une incapacité à accepter les divisions de fait de la société française, divisions qu'elle conjure dans son rêve d'intégration, et comme une difficulté à se poser comme acteur, comme sujet.

Le refus des clivages politiques n'est bien sûr pas spécifique aux personnes d'origine étrangère: la tentation « unanimiste » est une constante des attitudes à l'égard de la vie politique. En témoigne le thème récurrent, dans nombre d'entretiens, du gouvernement "d'union nationale" associant au pouvoir les divers partis et empruntant à chacun d'eux "ce qu'il y a de bon". Cependant, « choisir » en politique, surtout s'il s'agit d'exprimer non pas une intention de vote, mais une « tendance » telle que le sentiment d'être de gauche ou de droite, requiert la constitution d'un

« nous », particulier au champ politique, mais qui n'est pas sans rapport avec les groupes sociaux d'appartenance.

C'est là peut-être que les conditions de vie aux « 4000 » favorisent une certaine forme de retrait ou de distance à l'égard de la politique. Cette distance ne proviendrait ni d'une faiblesse particulière des systèmes d'opinions à l'égard de la société, ni d'un moindre développement du sentiment de compétence politique, mais plutôt de la relative carence des groupes potentiels d'appartenance. L'hégémonie relative du P.C., malgré l'affaiblissement de ses capacités d'encadrement et de socialisation politique; la proportion importante de familles d'origine étrangère au sein desquelles les jeunes ne se voient pas transmettre d'affinités particulières avec l'un ou l'autre des groupes politiques en présence; les difficultés de l'insertion professionnelle qui compromettent la socialisation politique à travers le milieu du travail; la stigmatisation de l'espace de la cité enfin, qui prévient une identification positive au local, laquelle participe traditionnellement du cercle des appartenances favorables à la constitution d'une identité stable dans le cadre national; ces différents éléments se cumulent pour freiner non pas l'expression d'opinions politiques, mais peut-être l'engagement ou la participation au sein des forces politiques traditionnelles.

Jusqu'ici, l'analyse des entretiens n'a porté que sur les modalités de l'expression politique, indépendamment du contenu des opinions exprimées ou, plus exactement, indépendamment de l'orientation politique des personnes interrogées et de leurs propos. Avant de nous tourner vers l'étude des positionnements politiques, il nous faut souligner que la distinction entre attitude générale à l'égard du politique et modes de structuration des orientations politiques n'est pour nous qu'une distinction analytique, rendue nécessaire par la densité et la complexité des discours étudiés.

II. Complexité et fluidité des positionnements politiques

Les entretiens qui constituent notre corpus ont, ainsi que nous l'avons déjà précisé, été recueillis entre décembre 1994 et mai 1995, soit dans un contexte marqué par le développement des campagnes électorales, présidentielle et

municipales. Même s'ils n'étaient pas directement centrés sur la question du vote, ces entretiens constituent bien un dispositif permettant de saisir les prédispositions au vote des personnes interrogées. Celles-ci d'ailleurs ne s'y sont pas trompées, puisque nombreuses sont celles qui ont réagi aux questions portant sur l'axe gauche - droite et la liste des personnalités politiques en faisant référence à la campagne et en évoquant leurs intentions de vote. De plus, certaines d'entre elles ont été réinterrogées à l'aide de photographies évoquant des acteurs ou des événements politiques, afin d'approfondir la réflexion sur leurs modes de repérage dans l'univers politique.

Car une des questions au coeur de l'analyse électorale - et, par là, une question centrale de la science politique - porte sur la manière dont les gens mettent en ordre l'univers politique. Il s'agit alors d'étudier la dimension cognitive des orientations politiques, en s'interrogeant sur les principes d'ordonnement des valeurs, des événements et des acteurs politiques, à partir desquels les individus se positionnent et choisissent. Dans la première partie de ce texte, nous avons abordé la notion de compétence politique dans sa dimension expressive: qu'est-ce qui fonde l'acteur à assumer la conflictualité potentielle de ses jugements sur le fonctionnement de la société? Ici, la notion de compétence intervient dans sa dimension cognitive: quel degré de maîtrise des systèmes de structuration de l'univers politique les acteurs possèdent-ils, quel degré de rationalité mettent-ils en oeuvre lorsqu'ils opèrent leurs choix?⁶

Une population comme celle qui réside aux "4000" est, lorsqu'elle est dépeinte comme "exclue" du politique, implicitement caractérisée dans cette double dimension: démunie, au sens où elle ne disposerait pas de l'assurance lui permettant de s'exprimer - et nous avons vu que c'est loin d'être le cas -, et dépossédée, au sens où elle ne maîtriserait pas les clefs lui permettant de comprendre ce qui se joue sur la scène politique, et donc de faire des choix rationnels.

De fait, les constructions politiques, plus ou moins complexes, qui se manifestent dans les entretiens pourraient bien souvent être qualifiées de paradoxales, au regard des schèmes de classification qui prévalent dans l'univers politique institutionnalisé. Mais lorsqu'on s'attache à restituer les logiques

individuelles qui sous-tendent ces systèmes de choix, on observe souvent les traces d'un travail d'appropriation personnelle, de ce qu'on peut appeler un bricolage qui tend à recomposer les représentations du politique à partir de schémas d'interprétation personnelle, voire à ordonner celui-ci selon des systèmes de valeur propres.

L'ordonnancement du monde politique comme bricolage

La complexité des constructions politiques observées est telle, qu'il n'est pas concevable de restituer d'emblée l'ensemble des logiques qui président aux modalités de repérage et de mise en ordre de l'univers politique. Du fait de la spécificité de la population résidente aux 4000, la part des personnes d'origine ouvrière et/ou étrangère est particulièrement représentée dans notre échantillon. C'est pourquoi nous avons choisi ici de traiter cette question à partir de l'exemple de ces deux catégories d'habitants.

Dans un territoire défini par une dominante sociale populaire et par l'influence longtemps hégémonique du Parti communiste, des logiques de classe sont attendues et, bien sûr, encore repérables. L'identité ouvrière, le sentiment d'appartenir à la classe ouvrière représentent un opérateur actif dans le choix politique. Pour Marcel, déjà cité, l'enracinement à gauche et le choix de vote communiste renvoient à une représentation de la société dans laquelle le conflit est prévalent et le combat permanent. Le politique est omniprésent parce qu'il est indissociable de cette dimension conflictuelle. Cette reconnaissance du rôle décisif de la politique « distribuant le bonheur ou le malheur » conduit à sa valorisation mais tend à l'assigner à l'univers des rapports professionnels. De ce point de vue, l'influence d'une culture communiste souvent teintée d'anarcho-syndicalisme semble encore présente.

⁶ Dès l'origine, ces questions ont été au centre des débats de la science politique américaine. Les travaux de Converse (Converse, 1964) en sont exemplaires. Dans le cas français, on pourra se reporter aux travaux de Daniel Gaxie (Gaxie, 1978)

M: Quand à un jeune on dit "Mais tu... t'es pas inscrit là, pour voter?" il dit "Oh non, bon ça m'intéresse pas". Je dis "Mais, mais c'est ta vie! Si le gouvernement décide de te mettre la retraite, à toi, à 80 ans: qu'est-ce que tu vas faire?". "Oui, moi " - "Tiens alors, tu vois que ça t'intéresse! Si ils veulent supprimer... la sécurité sociale; c'est bien la politique qui décidera! Tu es concerné. Ton emploi, si le gouvernement décide de fabriquer que des chômeurs: c'est de la politique! Il faut que tu défendes ton droit de vivre. Ton droit d'exister!"

Maintenant, si nous l'ouvrier, on commence à réfléchir comme un patron: c'est que ça va pas! Il faut qu'on réfléchisse comme un ouvrier. J'aimerais plutôt qu'on parle bon, "est-ce que la paye est bonne? Et les conditions de travail, ca va? et tout". Ca c'est parler de nous. Et en politique, quand je vois admettons il y en a qui sont pour... Chirac et tout: Moi je préfère quelqu'un qui soit de mon bord. Je peux pas voter pour un capitaliste. Le capitaliste lui, il va essayer d'en avoir plus. C'est normal. Si on est capitaliste et puis qu'on veut donner tout aux pauvres, on se fait enfermer tout de suite. Donc, si dans un sens c'est comme ça, moi je préfère prendre l'autre sens. Je dis moi là, je préfère admettons quelqu'un qui soit vraiment à gauche... (Marcel, ouvrier, 54 ans.)

Dans ce cas le vote de gauche (vraisemblablement en faveur de Robert Hue) s'inscrit dans un système de représentations revendiqué et cohérent. Dans d'autres cas, le vote peut sembler intervenir en deçà de tout questionnement, il apparaît comme allant de soi et l'éventuel choix pour un autre candidat n'a pas de raison d'être. On pourrait même parler à ce propos de « naturalisation » de la décision tant celle-ci semble résulter d'une intégration à un univers domestique communiste. C'est le cas de cette femme agent d'entretien, épouse d'un militant communiste employé municipal, qui participe aux tâches matérielles de la cellule communiste sans dissimuler son manque d'intérêt pour les discussions politiques de ses réunions. Ses jugements révèlent le peu de distinction qu'elle fait entre les candidats. Et si elle retire Robert Hue du lot commun (en lui reconnaissant des qualités de forme, en l'occurrence celle de clarté dans l'expression), cette appréciation, au demeurant peu argumentée, peut s'interpréter comme une mise en cohérence avec son habitus communiste. Ce type d'alignement sur le vote de classe correspond toutefois à une occurrence plus rare qu'on ne pourrait l'imaginer. Bien souvent, la revendication de l'identité ouvrière s'accompagne de modes d'ajustement politique plus complexes et en quelque sorte d'un métissage des catégories politiques. Un bon exemple des formes bricolées que peut prendre la construction par chaque individu de ses propres référents politiques peut être trouvé dans la manière dont Janine, auxiliaire de puéricultrice, agence héritages familiaux et orientations personnelles.

Plusieurs de ses propos émergent à un registre que l'on pourrait, littéralement, qualifier de « réactionnaire »:

J: Je crois pas que ce soit un bien de tutoyer les... les professeurs, les instit'. Je crois pas que... ça. Et je remonterais même plus loin; je crois que la décadence a commencé quand il y a eu la mixité....

Pas parce que j'étais raciste (Q: Mmm.). Mais je le suis devenue. Par la force des choses. Parce que, on a beau évoluer avec le temps, une chose que je n'arrive pas à comprendre c'est, que les gens qu'on accueille chez nous - je parle de chez nous en France en fait - ne se plient pas un peu au règlement de la France. (Janine, auxiliaire de puériculture, 53 ans.)

Cependant elle se déclare enracinée à gauche parce qu'on « reste toute sa vie ouvrier » et elle se situe au croisement de l'héritage paternel SFIO (« *J'ai compris certaines choses moi... que la SFIO, c'était quelque chose de, de grand et que, le Parti Socialiste maintenant n'a plus rien de comparable. Parce que c'était l'entraide* ») et de l'influence de son mari, militant communiste, cette confrontation des deux traditions de gauche étant vécue sur le mode du conflit.

J: Mais avec la famille, je ne pouvais pas. Je donnais quand même mon point de vue. Ca m'empêchait pas de donner mon point de vue. Mais il arrivait qu'un moment, valait mieux arrêter de discuter.

Aujourd'hui, elle y mêle d'autres références, celle de Bernard Tapie:

J: Je ne suis pas du tout de son bord. Je suis de la gauche parce que mes parents étaient de la gauche. Mon mari était à gauche, c'était comme ça. Mais je trouvais cet homme là mieux que les autres. Et, et les gens ont tout fait, pour que je m'accroche encore plus à lui.

Et celle de Jean-Marie Le Pen pour « quelques idées »:

J: Donc, j'ai pris le bien, au Parti Socialiste, et le bien au Parti Communiste; et je me suis fait mon parti à moi. (...) Ce qui avait - ce qui est bien, ce que je trouve bien chez les socialistes, n'est pas forcément bien chez les communistes. Et ce qui est bien chez les communistes; ne correspond pas forcément... Donc, je suis très, très libre d'esprit (rires). J'ai voté toujours à gauche Mais en faisant ma politique, de gauche, à moi. Et, je pense que c'est bien. Une chose que je ne ferais pas, c'est voter à droite. Parce que je trouve vraiment - j'écoute tous les, tout ce qui se passe. Et quand on est un ouvrier, et qu'on reste toute sa vie ouvrier, on peut pas voter à droite . Par contre, par moments, avec les... ce qui se passe; j'ai parfois - je survole parfois, comme je l'ai dit tout à l'heure - quelques idées à monsieur Le Pen. Parce que il y a le ras-le-bol. Mais autrement, la politique, je crois qu'il faut la faire soi-même. Pour être, sincère avec soi-même, il faut la faire soi-même, sans être, sans suivre quelqu'un. On a besoin de repères quand même, hein. Mais je crois qu'on peut pas dire "Amen" à tout ce que dit un parti. On l'a - on peut pas et... on n'a pas le droit. Sinon c'est, c'est la dictature.

Enfin, la référence ouvrière comme principe de classement du monde politique retentit sur la manière de percevoir (ou de recevoir) l'image des hommes politiques. Les vertus attribuées, la manière d'être, de parler sont appréciées à travers ce filtre. C'est ainsi qu'une cuisinière à la retraite, épouse d'un ouvrier à la retraite, fortement et anciennement orientée à droite et fermement décidée à voter pour Jacques Chirac, mobilise cette dimension pour juger des qualités des hommes politiques. Elle

la conduit à juger François Mitterrand et Edouard Balladur dans quasiment les mêmes termes:

Pour François Mitterrand : « C'est pas si vous voulez un bourgeois si vous voulez mais enfin c'est quelqu'un qui n'était pas du tout proche des ouvriers, des gens comme nous quoi »

Pour Edouard Balladur : « C'est pas un homme pour les ouvriers. Il va surtout favoriser les entreprises et patronat et tout ça et il fera rien, rien rien pour l'ouvrier! » (Yvonne, 70 ans)

A l'inverse, elle apprécie le côté « bonhomme », « pépère », « proche des gens » de Robert Hue.

Il est toutefois remarquable que cette référence n'a rien de systématique ni d'unidimensionnel. Il n'en va pas de même pour ceux qui valident la coupure entre représentants et représentés au nom du critère de la compétence professionnelle. Le fait de choisir un représentant ouvrier comme eux est fermement récusé au nom de la division du travail social et politique.

A: Il a ses ambitions à lui, c'est tout. Mais il voit pas si grand. C'est impossible. Si on a pas fait des grandes études... Il faut avoir fait des grandes études. Comme sortir de l'ENA ou de science politiques. C'est pas un mec de chez Rateau... Tiens comme Arlette Laguiller, secrétaire dactylographe là, non présidente de la République ? Non mais où est-ce qu'on va là ? Non mais où est-ce qu'on va là ? Non on va prendre les gens pour des cons quand même. Faut pas charrier (...) Bon d'accord après on est épaulé par des grosses têtes. Mais faut déjà avoir les notions. C'est comme moi si je me présentais (rit) . Ils vont dire 'Et lui, un simple mécanicien' (...) C'est impossible. Faut quand même avoir quelque chose dans le crâne. (Antonio, ouvrier mécanicien, 40 ans.)

Le cas des citoyens d'origine étrangère apparaît particulièrement intéressant pour saisir les formes d'ordonnement du monde politique. Il en va ainsi avec ceux qui doivent relier positionnement politique à l'égard de leur pays d'origine et prise de parti par rapport à la scène politique française. Pour ces Français naturalisés, de parents étrangers ou d'origine étrangère, ou bénéficiant d'un statut particulier (c'est le cas des membres de la communauté indienne de la cité, originaires des comptoirs français et donc Français de naissance mais rarement francophones), le sens donné à l'acte de vote apparaît d'autant plus intéressant à étudier.

Si une modalité fréquente, tout au moins en début d'entretien, consiste à se réfugier dans l'évitement, il arrive souvent qu'un questionnement plus insistant suscite l'expression de points de vue constitués. Dans la population interrogée, les personnes d'origine étrangère sont particulièrement nombreuses chez les jeunes, d'ailleurs la différence entre générations est perceptible.

Ceux qui ont effectué eux-mêmes le trajet migratoire appréhendent la vie politique française à partir de leurs modes d'accès à la citoyenneté et des conditions dans lesquelles ils ont quitté leur pays d'origine. La référence aux événements politiques du pays d'origine est très variable selon la date d'arrivée et le degré d'intégration à la société française, d'autant plus que la perspective, même mythique, d'un retour a largement disparu. Chez Farida qui, on l'a vu, vient d'arriver en France après son mariage, l'intérêt pour la politique se borne à la scène algérienne.

Q: Vous suivez la politique à la télé .

F: La politique en Algérie ? Les événements, c'est affreux! Vous vous rendez compte à quelle horreur on est arrivé. Pauvres familles qui perdent des êtres chers! C'est une situation intenable. Vous voyez ce qu'ils font!

Q: Et la politique ici ?

F: Je regarde un peu « la 2 ». En vérité, je ne m'intéresse pas à la politique. Lui (en désignant son mari), oui. Je m'intéresse seulement à la politique en Algérie. (Farida, 32 ans, en formation.)

Quoi qu'il en soit, malgré la diversité des itinéraires, un élément propre à un statut marqué par l'origine étrangère pourrait consister en une forme de prudence et de distanciation dans l'expression mais aussi dans le positionnement politiques. Cette attitude peut s'exprimer par la propension à choisir des catégories englobantes suffisamment vagues pour éluder tout choix partisan classifiant ou par l'adoption de positions centristes.

Les jeunes électeurs dont la famille est d'origine étrangère ne partagent pas cette démarche. Chez eux le fait marquant paraît être l'absence de cadre structurant lié à la socialisation politique familiale. La représentation de la scène politique française n'est pas d'abord tributaire de références au pays d'origine de leur famille (même si les jeunes de parents algériens sont fortement concernés par la tournure dramatique des événements qui se déroulent en Algérie).

Chez certains d'entre eux, la faiblesse des repères politiques conduit à ouvrir très largement l'éventail des choix possibles. Leur positionnement s'apparente à un modèle fortement pragmatique et déterminé par leur stratégie d'intégration. Deux attitudes sont alors repérables. La première s'opère sur le registre de la désidéologisation, ignore le clivage gauche/droite et appréhende le politique à partir d'enjeux ponctuels et intéressés.

D: C'est vrai. Autant rêver hein. Mais je... - moi je suis pas politique. Si on m'affirme que la France ira mieux, que les Français auront du travail, que moi je m'en sortirai: oui je... je voterai pour celui qui me l'affirmera. Bon ils peuvent pas me l'affirmer non plus. Mais, est-ce qu'ils vont respecter leur engagement? (...) C'est ça qui m'intéresse. Mais bon je veux dire ils ont à peu près tous le même... - pas le même programme mais à

peu près le même discours je veux dire. Peut-être Balladur... il me plaît bien son plan, son aide de six millions pour acheter une maison (rires). Mais bon, c'est vrai que, fff... bon - mais alors par contre il a été honnête hein. Il a dit que, pour les P.V. - parce que je me suis pris un P.V. - il a dit qu'il les enlèverait pas hein (rires). Mais bon je veux dire, si on fait attirer les gens là-dessus, bon, ça m'intéresse pas. Moi je pense à l'emploi. Parce que si il y a pas d'emploi, il y a pas de société. Il y a pas de travail et, la société tombera. Donc, quel parti politique va nous offrir le mieux, je sais pas. On verra bien. On a encore quelques semaines (rires). C'est le vingt-trois mais bon, je sais pas pour qui je vais voter. Je sais pas. (Dalila, 22 ans, à la recherche d'un premier emploi, parents d'origine marocaine.)

Dans ce rapport au vote, les sondages peuvent être pris en compte comme élément de détermination. La jeune fille précédemment citée introduit le paramètre des résultats des sondages d'intentions de vote dans l'élaboration de son équation électorale : pour elle, le choix supposé des Français est une information décisive à prendre en compte pour arrêter sa décision.

D: Non mais je sais pas pour qui je voterai. Je... en tout cas, je voterai à bon escient, c'est sûr. Et puis peut-être en fonction des sondages aussi.

Q: Mmm. C'est à dire?

D: Je veux voir aussi par rapport aux Français, ce qu'ils pensent de telle ou telle personne je veux dire, quand tu vois que Chirac il est haut. C'est que bon, son programme... plaît à tout le monde et, bon il y a quelque chose tu vois. Arlette... Laguiller, je connais pas son, son programme et je sais pas du tout les sondages hein. Balladur non plus - je sais qu'il est bas, Balladur. Il est en dessous de Chirac, donc déjà tu vois, il y a, il y a un élan plus vers - c'est marrant il y a un élan - on a l'impression que Chirac il va passer cette année.

Toutefois, l'incertitude et l'absence de repères idéologiques structurants ne suffisent pas à expliquer la place accordée aux sondages dans l'élaboration du choix. Tout comme on serait conduit à passer à côté du sens accordé au vote si l'on analysait cette dimension en terme de « grégarisation ». La prédisposition à voter en conformité aux sondages, à calquer son choix sur celui du plus grand nombre s'inscrit, pour ces électeurs d'origine étrangère, dans une volonté d'intégration. Pour certains, le vote et le système de choix qu'il ouvre renvoient bien à un enjeu d'intégration, comme pour cette jeune femme indienne qui se trouve partagée entre son enracinement de fait dans la communauté indienne musulmane de la cité et sa volonté de s'en démarquer (par féminisme et refus d'un trop fort communautarisme). Elle manifeste une forme d'hésitation hautement paradoxale entre le vote en faveur de Robert Hue et celui pour Edouard Balladur (alors en tête des intentions de vote). Ces options ont en commun de manifester deux choix légitimes (la légitimité locale des communistes s'opposant à la légitimité nationale du vote Balladur), mais elles marquent aussi la tension entre deux modèles d'intégration à la société française, un modèle d'alignement sur ce qui paraît être alors le choix majoritaire dans la société

d'accueil et un modèle protestataire renforcé par l'orientation politique du pouvoir local.

La seconde attitude exacerbe cette volonté d'intégration, exprimée sous des formes très rationalisées et impliquant une représentation implacable des rapports sociaux. Pour Fatima, présentée plus haut, le fonctionnement de la société s'apparente à un jeu à somme nulle résumée en une seule alternative : gagner ou perdre, manipuler ou être manipulé.

F: Mais écoutez c'est le système en lui même! On peut pas vivre en marginal au système! Si le système c'est notre vie! C'est... c'est notre nation, c'est notre Etat. C'est notre système. Je suis désolée, c'est toute une évolution, le mensonge, il est partout! Il commence déjà quand on est tout petit. Et on évolue avec. Certains après arrivent à en tirer profit. Alors pourquoi pas tirer profit de ce mensonge? Ca peut être intéressant. C'est partout le mensonge, c'est bête de ne pas s'en servir, il y en a pas mal qui s'en sortent avec ça, c'est pas un problème. (Fatima, étudiante, 24 ans.)

L'expression d'une volonté de réussir prend appui sur une vision républicaine de l'intégration. A la différence des cas précédents, elle est légitimée par une représentation constituée et cohérente des règles du jeu (refoulement dans l'espace privé de la différence identitaire, refus du communautarisme et du différentialisme, laïcité).

F: On a quatre murs de, de loyer. Où on paie son loyer, où on vit, on peut rester Arabe chez soi. Quand on sort à l'extérieur, il faut se soumettre, il faut pas sortir du lot.(...) Qu'on vienne ici pour faire... quelque chose. Pour, pour se soumettre aux lois nationales; c'est un fait car elles, elles régissent tout le monde. C'est une histoire. En 1789, on s'est battu pour une certaine égalité, c'est une continuité. Les gens continuent ça... - Continuent à aboutir à ça. Il faut s'y soumettre. Ce serait remettre tout en cause. Pourquoi arriver - et puis en plus, ils viennent ici, ils changent le mode de vie, ils ont des critères complètement différents, et ils veulent imposer... les leurs avant!

Cette logique conduit Fatima à exprimer son soutien à Jacques Chirac et même à envisager pour elle même une carrière politique au RPR. Il est certes difficile de faire le départ entre une posture revendiquée parfois avec outrance et l'identité contradictoire du sujet qui se révèle quand il laisse apparaître ses failles. Toutefois ces deux exemples permettent bien de rappeler que l'identification des jeunes électeurs d'origine familiale étrangère à la gauche ne va pas obligatoirement de soi. Il n'en reste pas moins vrai que l'on retrouve aussi des cas où l'orientation à gauche - et plus précisément à l'extrême gauche - s'affirme clairement. Une telle orientation semble découler davantage d'une socialisation secondaire que d'une socialisation politique proprement familiale. Pour Leila, jeune enseignante d'origine algérienne, l'influence de son groupe de pairs à l'université qui reste au centre de son réseau amical paraît déterminante. Son milieu professionnel actuel, fortement influencé par

le Parti communiste, fournit d'autres repères qui tout à la fois renforcent son attachement aux idées de gauche et la conduisent à s'affirmer en décalage avec les références communistes dominantes dans cet univers. La défiance qu'elle manifeste à l'égard des partis et du personnel politique de gauche, et plus largement sa critique du système politique et médiatique renvoient, comme on l'a vu, à une forte sensibilité aux problèmes sociaux et à la volonté de s'impliquer personnellement dans un militantisme sectoriel de lutte contre l'exclusion (aide aux prisonniers, aux sans abris). Cependant, sa compréhension des règles du jeu électoral la conduit à hésiter entre un vote Laguiller plus proche de ses convictions et un vote résigné en faveur du candidat socialiste, moindre mal dans sa perspective de lutte contre l'exclusion.

Un clivage surdéterminant les autres consiste dans l'évocation de l'antiracisme, non pas un antiracisme militant et idéologique. La reconnaissance de la validité des griefs portés à l'encontre des étrangers trouve sa limite dans un réflexe d'autodéfense généré par toute tentative de globalisation. Ainsi peut-on acquiescer à certains jugements qui associent les étrangers aux risques de déviance tout en refusant la tentative de généralisation qui fonde le discours raciste.

D: Jean Marie Le Pen, c'est quelqu'un de franc et des fois, il dit la vérité quand il parle des immigrés. C'est à dire que quand il parle, des immigrés, en vérité c'est vrai, on a envahi la France. (...) Moi je, moi en tout cas, je suis la première à le dire. On fait rien pour l'arranger, ce pays. A chaque fois qu'il y a des vols, c'est toujours les Noirs et les Arabes. Lui c'est ce qu'il dit. Mais c'est la vérité, en vrai. Quand tu regardes bien les faits.

Oui il est avant-dernier parce que bon, voilà, quand il parle du Sida, il remet toujours aussi tout sur les immigrés, faut pas abuser non plus quoi, je veux dire (...) On est pas tous les mêmes aussi. On est pas quand même tous les mêmes. (Djamila, 20 ans, à la recherche d'un emploi, parents algériens.)

L'affirmation de cette position détermine une ligne de démarcation minimale qui oppose Jean-Marie Le Pen (et parfois Philippe de Villiers) aux autres. Le cas de Charles Pasqua relève de lectures contrastées, certains l'assimilent aux deux précédents tandis que d'autres reprennent son discours en le différenciant nettement de celui du Front national et apprécient sa personnalité.

En mettant en avant cette notion de "bricolage", il s'agit de prêter attention aux phénomènes de composition mais aussi de recomposition des orientations politiques. Les évolutions des prédispositions aux choix politiques ne peuvent être uniquement analysées en termes de mouvements, de transferts d'une catégorie politique constituée à l'autre (passage de la gauche à la droite ou à l'abstention). Elles impliquent l'émergence et la mise en oeuvre d'autres grilles de lecture en

amont de ces processus de transfert. Le clivage gauche/ droite peut, par exemple, être supplanté par une autre séparation qui ordonne l'ensemble des perceptions du politique.

Systemes de choix paradoxaux : la restitution des logiques individuelles

La pratique d'entretiens approfondis sur le politique permet de mettre au jour la complexité des positionnements politiques. De nombreux individus reconnaissent hésiter entre des options différentes, quelquefois jugées antagonistes. Ces associations paradoxales peuvent résulter de modes particuliers d'ordonnement des catégories politiques (tels que nous les avons analysés précédemment), elles peuvent aussi refléter des tensions entre des options constituées dans le champ politique spécialisé. Ces systèmes de prédispositions paradoxales sont souvent interprétés comme des signes d'incompétence. Peu conformes au modèle dominant, ils apparaissent comme irréductibles à tout modèle d'intelligibilité politique. L'analyse des entretiens conduit, au contraire, à dégager des modèles d'interprétation qui restituent des logiques individuelles. Ces logiques mettent en jeu divers éléments propres à la trajectoire biographique et aux stratégies sociales des individus.

Une forme d'association paradoxale fréquemment présente dans le corpus d'entretiens effectués auprès des habitants de la cité des 4000 relève de ce que l'on peut appeler les « xénophobes de gauche ». Sous le vocable de « gaucholepénistes » (Perrineau, 1995), on désigne habituellement les électeurs ayant effectué un trajet du vote de gauche à celui en faveur de Jean-Marie Le Pen (ou de sa formation). Dans le cadre de cette cité, la position électorale du Front national est en retrait de son niveau moyen, l'encadrement communiste même affaibli reste présent. A la différence d'autres quartiers, l'expression publique de l'adhésion aux thèses du Front national y est rare et relève encore de la transgression. On ne peut donc pas négliger ici les effets d'un environnement local qui tend à stigmatiser les positions en faveur du Front national et inhibe la revendication d'un vote en sa faveur. L'enquête permet de saisir cette situation latente dans laquelle des électeurs inscrits dans une culture de gauche expriment leur sentiment xénophobe mais ne franchissent pas (ou pas encore) le pas d'un vote frontiste.

Ce qui forme obstacle à un ralliement au Front national semble être la permanence de références idéologiques et politiques à une gauche structurée par la culture communiste. Les sentiments xénophobes⁷, voire la reconnaissance du bien-fondé des propos tenus par Jean-Marie Le Pen sur la question de l'immigration ne se trouvent pas transcrits en prédispositions au vote lepéniste du fait de la persistance d'un mode de construction du champ politique. Ce mode de structuration politique s'appuie sur la permanence de catégories et de coupures bien établies, en particulier celles qui tracent une limite à ne pas franchir et qui fixent la figure de l'adversaire. Pour des électeurs enracinés à gauche, fortement atteints dans leur situation personnelle par la crise économique et urbaine (ouvriers au chômage et résidents anciens de la cité, ils constatent le processus de dégradation de leur environnement immédiat), le discours xénophobe dénote bien un malaise profond. Il exprime aussi le sentiment qu'ils ont de ne plus être considérés, respectés. Mais une logique résiduelle proprement politique de leur identité vient contrecarrer cette logique sociale qui tend à les rapprocher des thèmes du Front national.

M: Non, non, Le Pen moi j'aime pas- j'aime pas les fachos. J'aime pas les fachos. Bon il a- Ce qu'il dit, souvent, je suis d'accord avec lui, ce qu'il dit, des fois. Parce que pour- pour pas. Je trouve qu'il a des choses qu'il dit qui sont vraies. Mais, comme je sais qu'il le fera pas! Ils le feront pas, ça, c'est pas possible. Ils sont complètement dans la merde, maintenant, ils savent plus comment s'en sortir. Alors, on sait très bien que tout ce qu'il dit, ils- ils le feront jamais! Ils le feront jamais. (Maurice, ouvrier au chômage, 57 ans.)

Le conflit entre les deux logiques peut conduire à certaines formes de désorganisation. Dans ce cas, l'arbitrage entre une forte adhésion à une thématique xénophobe et l'impossibilité de lui donner une expression politique est particulièrement difficile et interdit une mise en ordre des raisons contradictoires. Ainsi c'est sur le mode d'une succession d'affirmations et non d'un enchaînement rationnel que s'opère le passage du registre de l'aveu véhément d'une phobie à l'égard des étrangers à celui de la fidélité partisane chez cette adhérente communiste.

E: Oh attendez. D'allocations familiales, ça lui fait ça lui fait au moins, dix... mille à plus de dix mille francs d'allocations familiales hein. Mamadou là-bas, et puis le sidi-bé, toutes... les familles nombreuses. Qu'est-ce qu'ils payent? ...s'il faut faire des tas de

⁷ L'usage du terme de xénophobie doit être clarifié. Toute référence négative aux effets de la présence étrangère (dissonance de civilité, ethnicisation du commerce, etc.) ne peut être assimilée comme telle à de la xénophobie. Nous entendons ici par xénophobie tout discours tendant à systématiser les représentations renvoyant à la présence étrangère, à en faire une grille de lecture opérante dans l'expression du malaise résidentiel, voire social.

mômes! pour... non. Et les mômes ils sont dans la rue jusqu'à minuit! Vous trouvez ça logique vous?... (Eliane, 47 ans.)

Le ressentiment envers les étrangers n'a pas simplement pour argument la conviction d'un traitement défavorable pour l'aide sociale dont l'octroi dépendrait de la taille de la famille. Il y a dans cette mise en cause des familles nombreuses africaines, du statut indéterminé de leur organisation familiale et des conditions d'éducation des enfants l'aveu d'un dérangement plus profond qui renvoie à une dimension primaire, quasiment biologique de l'identité, terrain trouble et privilégié de l'argumentaire de l'extrême-droite. S'y ajoute non sans cohérence une dimension phobique liée aux fantasmes de morbidité:

E: ...Eux oui. Faut les renvoyer. Parce que, en plus ils sont passés comme ça; ils peuvent vous envoyer des maladies. Parce que des... quand ça passe - je parle pas que des Arabes hein. ... - On va aller jusqu'au Congo, on va aller jusqu'à je sais pas où hein. Mais ils, nous amènent le... la tuberculose! ... On attrape des maladies, on sait pas pourquoi.... On dit le SIDA il est arrivé comment le SIDA? Il est pas arrivé tout seul!... Le SIDA ça vient des pays, des Mamadous machin.

Cependant ces représentations xénophobes très structurées ne conduisent pas à envisager un vote d'extrême-droite. Non pas avant tout parce qu'à ce vote s'attacherait une forme d'interdit de principe intériorisé, mais plutôt parce qu'en matière de vote et de choix politiques s'impose avec de fortes résonances affectives un choix présenté comme irréversible, celui du parti communiste. La cohérence du sujet n'est d'ailleurs préservée qu'en raison du caractère essentiellement affectif et en quelque sorte biographique de sa relation au politique. C'est ainsi et ainsi seulement que la dissonance entre une expression sans retenue de propos racistes et la revendication d'une identité communiste peut être assumée.

E: J'ai confiance qu'en [le] Parti Communiste. Moi je crois que la politique, c'est pour mettre tous - ils sont tous à mettre dans le même sac. J'ai confiance en personne. Que ça soit ça, que ça soit... bon que ça soit - quoique ça serait - Ca, c'est la gauche aussi hein. Je sais pas si on aura plus d'argent. Je pense pas. j'ai pas confiance. Moi je préfère... je suis au Parti depuis que je suis arrivée à Montreuil, j'avais douze ans... Douze, treize quatorze... quand j'ai eu le droit de voter, c'était vingt et un ans. J'ai voté comme mon père. A vingt et un ans: Communiste. Et depuis que j'avais vingt et un ans, que j'ai quarante sept ans, calculez. Eh je crois que je, je reste au Parti Communiste parce que, il y a personne d'autre qui m'a - Non. Non. J'ai beau écouter, il y a rien qui me... Non. Non. C'est des menteurs, c'est des - ils ont de la gueule et c'est tout. Voilà.

Réinterrogée quelques semaines plus tard cette personne définira avec passion mais aussi dans une certaine gêne son rapport au leader du Front National. L'argument qu'elle retient pour exclure toute intention de vote en sa faveur est particulier. Le Pen est d'abord assimilé à un chef d'entreprise qui emploie de la main

d'oeuvre étrangère et subit de ce fait une double mise à distance, distance de classe, distance provoquée par la contradiction entre le discours et les actes. Cependant le rejet affirmé est commenté de manière plutôt sobre et avec le souci évident de ne pas s'y attarder:

E: Alors lui qui se dit raciste, et qui se dit tout - Le Pen - et qu'il embauche des... - Hé, tous ses ouvriers, c'est des étrangers. Alors lui c'est le faux-jeton, c'est... le menteur, c'est le... - alors puis lui, j'ai pas conf- Alors lui! C'est un raciste. Un jour il va finir avec un... un coup de pétard dans le dos. Voilà, on tourne. (rit). Ah oui oui, je veux parler de lui hein! Je peux pas le voir!

Dans le même temps la construction de la rationalité du choix de Robert Hue tend à être renforcée par rapport à l'entretien précédent en raison des positions qui lui sont prêtées sur le problème de l'immigration:

E: Il y en a de trop. Comme il dit Robert Hue, attention, on va pas virer les... - On va quand même, on va pas les virer hein! Mais on va faire quand même que... - Bon. Ça traîne. On paie des impôts locaux - Ça traîne dans la rue jusqu'à des dix - onze heures. Là ils sont en train de planter des arbres hein, la ville. Ils mettent des fleurs, ils mettent - je vous assure que ce soir, les gosses ils vont sortir de l'école: tous les... - On en a de trop. Chirac il nous envoie tout ça! On en a de trop. Faut que ça soit partagé un peu partout. Faut pas que ça soit que La Courneuve qui a ça.

A l'inverse, affirmer son intention de voter pour Jean-Marie Le Pen correspond à un profil idéologiquement peu structuré dont le discours xénophobe s'avère très réactif et se situe parfois en deçà d'une logique argumentative. Pour cette femme, la seule à assumer un vote pour l'extrême-droite parmi les personnes interrogées, travaillant dans le cadre d'un « contrat-emploi-solidarité » comme agent d'entretien, vivant seule avec ses quatre enfants, l'expression de son sentiment xénophobe se focalise pour l'essentiel sur l'évocation des injures dont elle et ses filles sont victimes. Elle ne s'inscrit pas dans le cadre d'une argumentation plus globale (même si elle fait également une place à la question si souvent évoquée des abus supposés de l'usage de la protection sociale par les immigrés). Le sentiment xénophobe s'exprime de manière immédiate et ne suppose aucun système d'interprétation, il se fonde essentiellement sur une expérience personnelle et sur l'atteinte à la considération de soi qu'impliquent les relations avec la population d'origine étrangère. Elle a l'impression de ne pas être respectée par les jeunes qui l'insultent. L'hostilité à l'égard des immigrés se décompose en clivage générationnel mais aussi en une différence entre sexes. Reste que ce sentiment ne franchit pas un niveau de globalisation ou de conceptualisation minimale au delà de cette réaction immédiate.

S: Ils savent pas quoi dire. Quand ils voient une de mes filles en minijupe, bien habillée et tout, c'est... "Tiens" - On dirait qu'ils ont jamais vu une femme en... minijupe. Ils

disent "Tiens, c'est une pute! Chez nous c'est pas comme ça, les femmes ». N'importe quoi. C'est comme ça - ils traitent les jeunes femmes françaises comme ça (silence).

Q: C'est qui?

S: Les jeunes... - Oui, les Maghrébins, les Noirs, les Algériens, les trucs comme ça, oui. On dirait qu'ils ont jamais vu une femme habillée courte ou - tu portes quelque chose bien habillé "Tiens, celle là... elle fait la pute" ou quelque chose - Bien habillées, on nous dit qu'on fait la pute.. Bien sûr on sort pas beaucoup nous, juste aller faire les courses et puis après, on rentre à la maison. On regarde la télé, et puis c'est tout. (Suzanne, 50 ans)

Ce caractère renvoie au faible degré de structuration idéologique qu'elle manifeste. Son orientation politique semble marquée par deux éléments : une hostilité structurante aux « gros » et une assimilation de son intérêt politique à son intérêt matériel (« moi je vote pour mon portefeuille »), à l'exception de cette dimension on constate une absence de véritable référent. Cela se manifeste par le sens qu'elle attribue au vote. Son comportement électoral à longterm a été encadré par son concubin. De nationalité italienne et fortement orienté à gauche, il l'a longterm poussée à voter à gauche, depuis son décès elle se trouve livrée à d'autres influences. La faiblesse de sa structuration idéologique s'exprime aussi dans la difficulté qu'elle rencontre à restituer ses itinéraires de vote, comme l'illustre cet échange avec sa fille.

S: J'ai été tellement déçue par la gauche. J'ai toujours voté... - Jusque maintenant j'ai voté socialiste moi . Alors maintenant, je vote plus socialiste .Je vote Le Pen à partir de maintenant (rit). L'année dernière j'ai voté Le Pen moi. Et puis cette année...

Sa fille : « non, t'as voté Tapie »

S: Tapie? Ah oui! Tapie j'ai voté. (rires). Comme ça par hasard. (Q: Alors expliquez moi un peu) Je trouvais qu'il a une belle gueule...

Pour certaines personnes interrogées, le rapport au politique est déterminé par une expérience à laquelle elles se réfèrent immuablement et qui détermine de manière rigide leur comportement. Peu important alors les enjeux d'une élection, la nature de l'offre politique, les discours partisans et le profil des candidats. Une fois pour toutes, semble-t-il, le statut du politique a été fixé pour elles, non à la manière d'une grille de lecture façonnée par la socialisation et opérante dans le décodage de la scène politique mais selon un référent qui par lui-même délivre de manière automatique la position à adopter. Il en va ainsi pour ce postier qui, attentif aux débats et à l'actualité politique, se refuse néanmoins à tout choix et à tout positionnement actif et ne participe à aucune élection.

*R: Ah! La politique. C'est un sujet pour moi qui... que je suis constamment, mais qui m'écoeure. La politique c'est quelque chose qui m'écoeure **maintenant**. Pas avant, mais maintenant - enfin maintenant depuis, c'est simple, depuis 1974. C'est clair!*

Depuis 1974, je ne vote plus, et je ne tiens plus à voter! Et je ne crois plus, à aucun système! Je, j'accepte, tout ce qui peut se passer, au niveau dirigisme. Que ça soit, par mon travail, que ça soit par les gens qui nous dirigent. Je ne conteste plus rien du tout. Tout en ayant mes idées. J'ai mes idées. Je garderai toujours mes idées. Et mon comportement. Mais, je ne m'élèverai en aucune manière, sur tout ce qui se dirige. Parce que je ne crois plus en rien. Rien du tout! Je suis devenu on peut dire, ce qu'on appelle, vis-à-vis de la religion, un athée de la politique. (Roger, agent de maîtrise, 49 ans.)

L'origine de ce retrait est rapportée par le sujet à un conflit professionnel vécu avec intensité, la grande grève des centres de tri postaux de 1974 qui survient à un moment important de sa vie familiale

R: 1974 c'est clair, ça a été, ça a été, par rapport à la grande grève, de, des PTT en ce temps là. Qui... qui a été très importante. Du reste, on était donc, on commençait on peut dire à vivre ensemble on était pas encore mariés avec ma femme. Et j'avais fait 45 jours de grève. Pas un jour, 45! C'était quand même pas, une petite affaire. Eh bien si je vous dis que c'est, les gens qui nous avaient demandé de faire grève, et, d'une manière la plus véhémement, la plus solide, et... avec tous les qualificatifs qu'on peut donner. Ca - ont été les premiers à nous dire: "Il faut reprendre le travail" du jour au lendemain, en ayant baissé - vulgairement - la culotte. Alors ça... ça m'était resté en travers.

La contestation des conditions de reprise du travail provoque une véritable rupture dans la représentation qu'il se forme du monde politique. La politique, dans laquelle il plaçait ses espoirs de transformation sociale:

R: Et puis d'une manière politique, je, petit à petit je me plaçais dans un camp plus que dans un autre. Donc, donc j'avais choisi. J'avais choisi. Mais par contre, j'étais beaucoup plus sympathisant que, que, qu'adhérent.

... est assimilée alors à un univers de coulisses et de manipulations dans lequel le sujet est dessaisi de son initiative et où se pratique le double langage. Discours banal bien sûr qui ne restitue que de manière indirecte les termes du conflit vécu, l'intensité de la frustration et de la désillusion ressenties, l'impuissance éprouvée quand le dissentiment se fait jour. Ce conflit n'a pas été soldé, il est toujours là, difficile à évoquer dans des termes intelligibles mais il scelle de manière apparemment définitive un rapport avec cette dimension de la vie sociale.

Le contexte d'un conflit revendicatif vécu intensément apparaît particulièrement propice à ce type d'inflexion. C'est dans un tel cadre que le profane, devenu un temps acteur au sens plein, se confronte sur un pied d'illusoire égalité aux professionnels du syndicalisme et de la politique, moment rare qui, chargé de tension, se grave dans la mémoire.

E: Disons que, c'était un mouvement qui s'était voulu, manipulateur. Organisé en plus. Mais c'était une manipulation organisée tout simplement. Emanant de certains milieux du, du Parti Socialiste. On n'a jamais su d'où ça venait exactement. Mais, quand on s'est aperçu de ça... "C'est pas possible". C'est pas possible que ça... - de se faire, de

se faire avoir comme ça quoi. Que des gens même puissent, puissent... oeuvrer pour, pour blouser les gens quoi. C'était, c'était - oui, une manipulation. (...) Donc, là encore, c'est peut-être de là que vient mon, mon aversion pour... pour l'idéologie. Au sens, au sens que, c'est une idée que l'on essaye de... de réaliser, une idée qui se veut directrice et qui, que l'on fait tout pour réaliser... au mépris de, au mépris de ce qu'on va écraser, en la mettant en face quoi. Donc, ça c'est... - Non. Donc, voilà, je suis plus socialiste.. (Emmanuel, cadre infirmier)

Pour ce cadre infirmier, là se redéfinit aussi son mode de relation au monde de la politique qu'il traduit non par un retrait ostensible, mais par la mise en oeuvre d'un principe classificatoire appliqué de manière mécanique, celui de la coupure entre pragmatisme et idéologie:

E: Non, je crois, je crois aujourd'hui à une approche pragmatique des choses. (...) Je suis plus socialiste, sans vouloir être de droite, tout en me disant que l'approche pragmatique, comme je disais, c'est plutôt une idée de droite plutôt qu'une idée de gauche. Voilà. Mais bon, en sachant que maintenant, il y a aussi une vision pragmatique à gauche. Et, une vision pragmatique à droite, et qu'il y a aussi une vision idéologique à gauche, et à droite. Donc, je me retrouve un peu au centre (rires).

L'expérience de la collision de deux logiques, l'une propre aux acteurs et dont le champ d'application est le conflit professionnel concret, l'autre propre aux formations politiques et qui met en jeu des tactiques et des objectifs en partie externes au conflit lui-même, produit un schéma général de lecture du politique fortement intériorisé. Les deux cas évoqués sont remarquables par l'aspect systématique de l'effet provoqué par un épisode traumatique sur le comportement du sujet. Souvent de telles expériences influencent à un moindre degré le rapport au politique mais l'inflexion introduite par un événement formant repère n'en est pas moins lisible.

L'examen rapide des modes de structuration du rapport au politique dans le discours des personnes interrogées dans le grand ensemble de la Courneuve permet de vérifier une nouvelle fois que l'espace du politique n'est pas unidimensionnel. Ainsi, par exemple, le décalage entre les catégories construites pour l'analyse du comportement électoral et celles qui sont produites par les électeurs dans l'énoncé de leurs prédispositions ne fait pas que traduire la distance ordinaire entre discours profane et discours savant, il révèle une certaine contradiction entre les logiques attribuées aux acteurs et celles qu'il est possible de restituer à leur écoute. Cet écart est particulièrement saisissant quand il s'agit d'apprécier le passage d'un choix politique à un autre, dans l'étude de la mobilité dont on peut penser ici qu'elle est souvent moins l'expression d'un déplacement du sujet dans l'espace du politique que

l'actualisation de modalités concurrentes mais logiquement associées de son rapport au politique.

Se trouve en revanche confortée l'importance des processus de socialisation, avec toutefois l'inflexion parfois décisive d'un facteur peu apparent dans les études macro-sociologiques: celle qu'apportent des événements intensément et personnellement vécus et qui introduisent des césures biographiques déterminantes.

A ce stade de la recherche, que pouvons-nous conclure de la spécificité des attitudes politiques dans la cité des 4000 Logements de La Courneuve et, plus particulièrement, de la part que les conditions de la vie dans le grand ensemble prennent à cette spécificité? Nous rappelions en introduction les diverses caractéristiques du site: grand ensemble périurbain, appartenant à l'ancienne banlieue rouge et objet des nouvelles politiques urbaines. Or une première conclusion s'impose: de ces nouvelles politiques urbaines, il n'est pratiquement pas question dans les entretiens. Seule la réhabilitation des immeubles fait parfois l'objet de commentaires, plus ou moins élogieux, et le seul acteur public identifié comme intervenant sur le site est la municipalité. L'investissement particulier dont la cité a pu faire l'objet de la part des responsables publics nationaux est pratiquement passé inaperçu et rien ne permet de supposer que, directement ou indirectement, il ait pu influencer sur le rapport que les habitants entretiennent avec le politique.

La banlieue rouge au contraire reste très largement présente, malgré l'affaiblissement des capacités d'encadrement du Parti Communiste. L'effet structurant, tant sur le plan du rapport au monde de la politique que sur la constitution des systèmes de choix, de l'univers communiste continue de faire sentir ses effets, d'autant que la présence du P.C. a contribué à limiter l'implantation sur le site d'autres forces politiques capables de jouer un rôle local dans le processus de socialisation politique des habitants.

En tant que tel, le grand ensemble apparaît surtout à travers le thème récurrent de la stigmatisation. Celle-ci, dénoncée par pratiquement toutes les personnes interrogées, crée une identification le plus souvent négative au site et donc un ancrage local complexe dont il nous faudra affiner l'analyse. Mais pour le

reste, les processus à l'oeuvre dans l'établissement d'un sentiment de compétence politique sont les mêmes qu'ailleurs, d'autant que la relativité des notions de réussite ou d'utilité sociales prévient les effets d'éviction ou de distanciation à l'univers du politique, que les difficultés sociales rencontrées par une grande partie de la population résidant dans la cité auraient pu laisser présager.

C'est donc plus la structure de la population des "4000", et particulièrement la proportion importante des ouvriers et des personnes d'origine étrangère, qui dessine les contours de la spécificité des modes de "bricolage" ou d'ordonnement des catégories politiques des habitants du site. Et pourtant, ces caractéristiques n'ont pas pour conséquence une uniformité des constructions politiques observées. En ce sens, le postulat d'hétérogénéité de la population qui a présidé à cette enquête est largement justifié: tant dans la diversité des modalités de l'expression politique que dans la complexité et la fluidité des positionnement politiques, la restitution des logiques individuelles conduit à souligner la variété des itinéraires personnels.

Bibliographie:

CONVERSE P., 1964, *The Nature of Belief System in Mass Public*, in Apter D. ed., *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press.

GAXIE D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, éd. du Seuil

GRIGNON, C., 1991, Un savant et le populaire, *Politix*, 13, (Les usages populaires du politique, vol.1),

LAVAU G., 1981, *A quoi sert le parti communiste français?*, Paris, Fayard

LECA J., Le repérage du politique, *Projet*, 71, 11-24.

MEMMI D., 1985, L'engagement politique, in Grawitz M., Leca J., dir. *Traité de science politique*, vol.3, Paris, P.U.F, 310-366.

MICHELAT G., SIMON M., 1982, Les « sans-réponses » aux questions politiques: rôles imposés et compensation des handicaps, *L'année sociologique*, 32, 81-114.

MOSSUZ-LAVAU J., 1994, *Les Français et la politique*, Paris, Editions Odile Jacob

MUXEL, A., 1996, *Les jeunes et la politique*, Paris, Hachette, coll. Questions de politique.

PERCHERON A., 1993, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, coll.U.

PERRINEAU P., 1995, La dynamique du vote Le Pen: le poids du gauchisme-lepénisme, in Perrineau P., Ysmal C., dir., *Le vote de crise*, Paris, Presses de Science Po, 243-261.